Le Numéro: Ofr. 50

N° 58 - Jeudi 3 Juin 1937

La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IVe Internationale

RUB Bochum
Inst. z. Gesch.
d. Arbeiterbew.

Ils préparent la guerre !

NOTRE POLITIQUE

A l'offensive patronale se poursuivant sans cesse est venue s'ajouter, cette semaine, une surtension internationale grosse de la guerre. Il y avait lieu de décupler l'action de la classe ouvrière. En d'autres temps, il y aurait eu une agitation croissante.

Mais les organisations, C.G.T., parti communiste, parti socialiste, qui ont l'oreille des ouvriers à l'heure présente, ne se livrent sérieusement qu'à une besogne : répandre le chloroforme dans la classe ouvrière.

Ils répandent le chloroforme parmi les travailleurs pendant que la vie ne cesse de monter, pendant que les bandes armées du capital préparent leurs matraques, leurs armements les plus modernes ; pendant que le patronat prépare sa campagne d'hiver, ses renvois, ses lock-out, ses réserves de combat ; pendant que le gouvernement poursuit les non-conformistes, fussent-ils aussi pacifistes que les camarades de *la Patrie Humaine*.

⁂

Par courte vue ou par calcul, les journaux réactionaires dénoncent la malfaisance du Front populaire qui aurait déclenché des grèves, mis le pays à feu et à sang, entraîné la classe ouvrière à revendiquer. En réalité, rien autant que le Front populaire n'a contribué à étouffer la révolte accumulée dans les masses par huit années de crise, rien n'a autant servi à briser l'élan des travailleurs, à les intoxiquer tout à la fois de pacifisme social et de chauvinisme que cette combinaison du Front populaire, avec à sa tête le parti communiste. Rien n'a si bien préparé le lit du fascisme que l'exercice du pouvoir au cours de l'année écoulée, où les gouvernants n'avaient qu'un objectif : rassurer les possédants, imposer le silence à ceux qui les avaient portés au pouvoir.

⁂

Mais si le chloroforme a été tant déversé, c'est qu'il fallait vraiment endormir les masses, comme il n'avait jamais été besoin de le faire depuis 1920. C'est pourquoi, plus que jamais, les révolutionnaires doivent ne pas se laisser impressionner par une torpeur momentanée des travailleurs (la classe ouvrière, même à ses périodes les plus ardentes, ne peut se passer d'étapes de repos), et accentuer leur action pour préparer la classe ouvrière à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

En multipliant les avertissements contre le chloroforme répandu par le Front populaire et contre la matraque préparée par le Front de la liberté, le Parti Communiste Internationaliste répétera inlassablement à chaque travailleur :

1°) *Bâtis ton Soviet !* Tes revendications, ta lutte, tu ne peux les remettre entre les mains de qui que ce soit. Tu dois toi-même décider, exécuter, contrôler. C'est par des *Soviets* que tu organiseras le contrôle, puis la gestion de ton entreprise, que tu t'élèveras jusqu'à la prise du pouvoir.

2°) *Arme ton Soviet !* Pour tenir tête aux bandes fascistes, pour ne pas être victime d'une police et de troupes complices des fascistes comme à Clichy, pour imposer ta volonté de classe, arme-toi, arme ton Soviet, bâtis ta milice. C'est par les armes que la politique trouvera sa solution dans notre période révolutionnaire.

3°) *Unis les Soviets !* Pour coordonner ta lutte à celle des travailleurs des autres usines, des autres industries, des autres régions, pour ne pas te limiter au terrain strictement borné et aujourd'hui sans espoir d'une catégorie ou d'une usine, il faut que les Soviets se rassemblent en Congrès qui décident des luttes à mener, des objectifs à atteindre ; le réseau des Soviets ainsi constitué multipliera la puissance des prolétaires et opposera face au pouvoir bourgeois les organismes du pouvoir ouvrier et paysan.

Que veulent les impérialismes en Espagne ?

MEDIATION, tel semblait être l'objectif des impérialismes quand se produisit le bombardement du cuirassé « Deutschland » dans le port d'Ibiza, presque aussitôt suivi du bombardement du port d'Almeria par des navires de guerre allemands. Le danger de guerre est apparu aussitôt avec une ampleur à ce jour inconnue, même au moment de la plus grande tension durant la guerre d'Ethiopie, même le 7 mars 1935 quand Hitler remilitarisa la Rhénanie, même lorsqu'il fut question du débarquement de troupes allemandes au Maroc l'an dernier.

A vrai dire, la guerre est commencée, plus qu'à la manière balkanique en 1911-1912, sans pour cela être déjà généralisée. Se généralisera-t-elle rapidement ? Ou bien, au contraire, les impérialismes — dont certains veulent gagner du temps pour mieux être armés — parviendront-ils à trouver encore des arrangements provisoires, précaires, en laissant de temps à autre quelques dizaines de cadavres comme à Ibiza et Almeria ? On ne peut rien prédire ni prévoir à ce sujet ; il entre des éléments absolument « mystérieux » pour tous, sauf pour des cercles extrêmement restreints. Ceux qui rappellent la venue du précédent carnage mondial mentionnent des incidents graves d'Agadir et de Tanger qui furent réglés, tandis que c'est sur la question moins sérieuse de la peau d'un prince autrichien que la bagarre éclata. Et encore, pendant plusieurs semaines, les négociations se poursuivirent de telle façon que la presse disait même, vers la mi-juillet : tout va s'arranger !

⁂

Avant tout, il faut observer comment, pendant toute la période précédente, qui fut une période de crise grave dans le camp de Valence, où se produisirent les journées de Barcelone, où le pouvoir bourgeois et stalinisé tendait ses forces pour étouffer le prolétariat révolutionnaire, il y eut entre les deux camps en lutte une sorte de trêve. Pas de grands combats au front, pas d'incidents avec les flottes de surveillance, on ne se troublait pas dans son travail. (Franco, de son côté, procédait aussi à des « épurations »).

Mais, dès que la révolution prolétarienne recula, fut presque complètement terrassée, aussitôt la guerre impérialiste se fit plus menaçante, les incidents reprirent. N'est-ce pas là la preuve la plus nette que seule la guerre civile peut venir à bout de la guerre impérialiste, que celle-ci a le champ libre pour se développer quand le mouvement révolutionnaire est mis en échec ?

⁂

Le gouvernement Negrin-Prieto est aux mains de Staline. Quelles sont les visées des dirigeants soviétiques ? La plus grande incertitude existe à ce sujet ; la lutte dans les sommets a un caractère si trouble qu'il est difficile de se faire une opinion précise. Toutefois, il n'est pas exclu de penser (et ce n'est nullement abonder dans le bourrage de crânes de cette fripouille de Doriot) que la guerre pourrait être un dérivatif dangereux mais le seul possible pour différer les terribles secousses qui se préparent en U.R.S.S.

Le maintien de del Vayo aux Affaires étrangères était le signe d'une politique osée sur le plan international si les puissances « démocratiques » tardaient à donner satisfaction à « l'Espagne républicaine ». Il n'y a pas deux mois que nous avons publié dans « la Commune » des déclarations faites précisément par del Vayo qui indiquaient qu'il ne reculerait pas devant les mesures à prendre pour élargir le conflit. Nous ne sommes pas de ceux qui nous indigneront pour des considérations fallacieuses d'agresseur ou d'agressé. Là où ce n'est plus la révolution qui combat, nous n'avons que des ennemis. Prieto et Franco, nous appelons les travailleurs à les combattre tous deux.

Les impérialistes fascistes ont tiré le maximum de profit du bombardement du « Deutschland ». Le bombardement d'Almeria était destiné avant tout à impressionner les impérialismes anglais et français au moment où l'Allemagne et l'Italie quittaient le Comité de non-intervention à Londres. Cette mesure apparaissait surprenante au premier abord. Les flottes allemande et italienne n'allaient plus contrôler le blocus de la zone aux mains des républicains ? Alors Valence allait pouvoir être ravitaillé librement, tandis que Burgos resterait sous la surveillance des flottes anglaise et française ? La Wilhelmstrasse n'avait nullement commis un faux pas ; on le comprit bien vite quand le Portugal s'associa à ce retrait.

En réalité, le contrôle était un simple moyen de limitation du ravitaillement, par suite un moyen de maintenir le conflit dans des cadres donnés, de l'empêcher de se généraliser soudainement. L'Allemagne et l'Italie, en accord avec le Portugal, n'ont d'ailleurs fait qu'une sortie provisoire car ce qu'ils cherchent, c'est bien moins d'étendre le conflit que d'assurer les conditions d'une victoire de Franco par un ravitaillement intensif, en spéculant sur la pusillanimité des impérialismes démocratiques.

⁂

Dans cet enchevêtrement d'intérêts, d'intrigues, la glissade vers la guerre a tout autant de chance de se produire qu'un règlement momentané. Encore une fois, ajoutons-nous, les prolétaires du monde entier, ceux de France, notamment, n'ont pas à prendre parti entre les deux camps. Dans le numéro des Cahiers du Bolchevisme, du 1er février 1932, Gabriel Péri écrivait :

« L'Espagne est une base de l'impérialisme français en Méditerranée. Pour que cette base soit « sûre », il faut mater le prolétariat révolutionnaire, il faut égorger les paysans qui prennent la terre, mitrailler les chômeurs qui tiennent la rue.

« Il faut qu'à Madrid règne un pouvoir fort. C'est l'impérialisme français qui, à cette heure, aide les ministres de la république d'avril à se donner un Cavaignac. »

Dans les cinq années qui se sont écoulées depuis que ces lignes furent écrites, il y a de changé que Péri est passé au service de l'impérialisme français, que d'autres impérialismes veulent faire de l'Epagne une base pour leur expansion et que les uns comme les autres cherchent à faire régner un « pouvoir fort » à Madrid. Aucun motif pour que les travailleurs marchent dans cette guerre.

Staline a pu pousser la dégénérescence du bolchevisme jusqu'à se livrer à la transformation de la guerre civile en guerre impérialiste. Les travailleurs révolutionnaires resteront fidèles à l'enseignement de Lénine, celui de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Dormoy compère de Doriot

« PENSES-TU, JACQUES, UNE HISTOIRE DE CHARBONNIER ÇA N'A QUE PEU D'IMPORTANCE PUISQUE NOUS SOMMES D'ACCORD POUR TRAHIR LA CLASSE OUVRIERE ! »

(*Voir page* 3.)

L'ouvrier communiste Vallade tué en Espagne

Notre camarade Vallade, membre du G.A.R. de Puteaux, puis du groupe du P.C.I. de Puteaux, volontaire à la colonne internationale, est tombé sur le front de Madrid.

Militant communiste, resté communiste, Vallade est tombé à son poste de combat. Sa vie comme sa mort sont un témoignage de sa fidélité à sa classe.

LA GUERRE..

L'incident d'Ibiza, le bombardement d'Almeria ont failli servir de prétexte au déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale. A la course aux armements allait succéder la consommation des armements.

A chaque incident, la question est posée : Agadir ou Serajevo, autrement dit étape vers la guerre ou prélude à celle-ci. La menace de guerre pèse de plus en plus lourdement sur le monde.

Travailleurs !

Ceux qui vous disent que la guerre serait celle de la démocratie menacée contre le fascisme belliqueux et ceux qui vous disent que la guerre est voulue par les dirigeants soviétiques pour jeter le monde dans la révolution vous mentent également.

La guerre est la conséquence inévitable des rivalités d'intérêts entre les puissances, quel que soit le masque sous lequel les masses sont entraînées dans la guerre.

En Espagne, ce n'est plus la révolution qui se défend et combat pour la victoire, — la révolution est étranglée peu à peu, — en Espagne, ce sont, de part et d'autre, des intérêts impérialistes qui s'affrontent, les gouvernementaux exploitant la haine du fascisme des travailleurs.

Blum, du Front populaire, et Neville Chamberlain se moquent du sort des travailleurs espagnols autant qu'Hitler et Mussolini ; ce qu'ils veulent, c'est assurer leurs liaisons avec les colonies exploitées par leurs impérialismes, c'est assurer leurs routes navales en Méditerranée et vers l'Atlantique-sud.

Hitler et Mussolini, derrière leurs déclamations grandiloquentes, cherchent à assurer des débouchés et des ressources à leurs impérialismes. Staline veut conserver la domination de la bureaucratie sur le prolétariat soviétique ; il est intervenu en Espagne pour étouffer la révolution prolétarienne qu'il craint autant que le démocrate Blum ou le fasciste Hitler.

Travailleurs !

Aucun des camps en présence ne défend vos intérêts, tous ne visent qu'à vous sur-exploiter. Derrière le drapeau tricolore, fut-il couvert par un drapeau rouge ainsi odieusement souillé, vous n'auriez à défendre que la cause de vos exploiteurs.

On veut vous faire marcher comme en 1914. Vous ne serez pas dupes. Vous vous souviendrez de l'enseignement de Liebknecht : L'ennemi est chez nous. L'ennemi, c'est celui qui vit de votre travail, ce n'est pas le travailleur qui est aussi exploité que vous par delà les frontières.

Il faut s'entendre avec lui dès maintenant pour mener la lutte commune contre vos exploiteurs. Par la FRATERNISATION des exploités, par la lutte révolutionnaire internationale pour renverser le régime capitaliste et instaurer les Etats-Unis socialistes d'Europe, par la transformation de la guerre impérialiste commencée en guerre civile pourra seulement être assurée la paix dans le monde.

A bas l'union sacrée ! A bas la guerre impérialiste !

Vivent les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Fraternisation des exploités de tous pays !

Ils préparent la guerre ! Préparons leur défaite !

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(IVe Internationale.)

NOTRE ENQUÊTE

TRIBUNAUX ET PRISONS DU CAPITAL

Le Président. — Vous avez déjà été condamné à 15 jours de prison avec sursis, puis à un mois ferme, puis à trois mois fermes, vous êtes un récidiviste.

Wagner. — C'est pour la même raison...

Le Président. — Vous avez enfreint quatre fois un arrêté d'expulsion, pris après votre propagande dans une grève.

L'Avocat. — La police a refoulé Wagner en Belgique, la Belgique l'a refoulé en France, ainsi que le gouvernement suisse une autre fois. Wagner, sans revenu, sans travail, était ainsi condamné à reparaître sur ces bancs.

Le Président. — Il n'avait qu'à respecter la loi.

Wagner écope six mois fermes, il sera à nouveau expulsé ensuite, puis refoulé, sans ressources, sans travail, il sera à nouveau repris.

A la même audience du 25 mai, six cas de récidive, trente mois de prison.

Nous sommes sous un Gouvernement de Front populaire. Sous ce Front s'exerce une répression plus sévère que sous les gouvernements antérieurs.

Evidemment, la « France - libre - forte - heureuse » doit considérer en parias les émigrés...

A Riom

Le silence se fait sur la récente révolte des relégués de Riom ; Jamais on ne donnera le nombre des blessés à balles et à coups de mousquetons par la garde mobile appelée en hâte afin de réfréner la rébellion.

Les lourdes portes de Riom se sont refermées sur de nouvelles victimes et nous examinerons dans notre prochain article le cas des relégués et la rébellion.

Voici la lettre qu'a adressée à « la Commune » la femme d'un prisonnier de ce bagne :

Je suis une lectrice de « la Commune » et je suis avec vous de tout cœur. Je viens vous faire part du cas de mon mari. J... Ch..., détenu à la Maison Centrale de Riom. Comme tous les enfants élevés sans mère, il a eu quelques fautes de jeunesse et une condamnation lui a valut l'interdiction. Nous étions forains et ce supplément de peine paralysait les bras de mon mari. Plusieurs fois il a encouru des condamnations pour cette interdiction, ne pouvant pas travailler avec les antécédents judiciaires et les condamnations encourues pour cette interdiction. moi étant malade et ayant subie deux graves opérations.

Mon mari partit pour faire la contrebande du tabac ; il fut pris stupidement et fut pour cela condamné à un an et à la relégation.

Voilà déjà plusieurs mois que sa peine est fini il vient d'être transféré depuis le 2 avril, mais est puni de salle de discipline, 40 kilomètres p jour avec le barda sur le dos à porter en tou nant en rond sous la menace, avec le ventre vid une boule de pain et une gamelle d'eau tous l quatre jours.

C'est honteux ! Ce sont tout de même des hor mes ! Peut-être, pour avoir dit un mot. est-vraiment une justice de reléguer un homme 25 ans pour être resté 36 heures dans une vill

Je viens de faire une demande en grâce Garde des Sceaux et en voici la réponse : « Refu vu la gravité de son cas ».

Quel préjudice a-t-il causé ?

Camarades, voici la douleur d'une compagne savoir un homme condamné injustement, et penser à l'état dans lequel il va sortir de cet geôle infernale.

AMNISTIE !

Notre cortège au Mur interdit

Nous avions décidé d'organiser une man festation au Mur, le 29 mai, distincte de manifestation du Front populaire du 30 ma afin de bien marquer notre opposition tota à celui-ci. Nous avons eu un refus hypocr tement formulé de la Préfecture de police vous pouvez aller au Mur, mais sans cortèg La note suivante parue dans le « Petit P risien » du 28 mai, avec la confusion inte tionnelle dans le nom des organisateurs, e prima bien clairement les décisions gouve nementales :

On sait que les organisations anarchistes, la IVe Internationale, du parti communiste i ternationaliste et quelques autres groupemen avaient décidé de manifester samedi après-mi devant le Mur des fédérés, à l'occasion de l'a niversaire de la Commune. Or ce défilé vie d'être interdit par le préfet de police sur d cision du ministre de l'intérieur.

Samedi 29, après-midi, les intentions go vernementales étaient encore plus claires un nombre très important de flics était au portes du cimetière, prêts à nous faire con prendre de manière frappante la décision Dormoy, le complice de Doriot.

La police officielle était complétée par u police officieuse. Ces messieurs du 120, r Lafayette avaient envoyé une équipe sur Boulevard et avaient installé devant le M une équipe d'une soixantaine de fiers-à-bra sans compter ceux qui se vautraient da l'herbe, non loin de là. L'Humanité publia le lundi, une note où elle cherchait à no confondre avec Doriot ; la vérité est que les nervis staliniens avaient eu la consig de ne pas laisser défiler les partisans de IVe Internationale, ils n'avaient aucun ord pour empêcher une couronne du P.P.F., a portée le samedi matin, de souiller le Mu

Malgré un affichage abondant annonça l'interdiction de notre cortège et notre déc sion de ne pas tomber dans le piège pol cier, de nombreux camarades, sympath sants, J.S. autonomes, anarchistes, J.E.U. E.S., se rendirent néanmoins, samedi 29, a Père-Lachaise.

⁂

Nos lecteurs savent que le P.O.I. fixa a 6 juin sa manifestation, après que nous le ayons proposé la date du 29 mai (c'est que la Lutte ouvrière appelle une « dive sion » de notre part ?) Ajoutons que P.O.I. motive sa manifestation distincte celle du Front populaire du 30 mai pour un raison que nous ne saurions approuver l'absence de garantie du P.C. et du P.S. qu ceux-ci ne se livreraient pas à un pogrom

Au cas où elle aurait lieu, afin de manifes ter notre volonté d'action commune des pa tisans de la IVe Internationale, le Comit Central du P.C.I. a décidé de faire représen ter le Parti par une délégation de camarade en nombre volontairement restreint, étan donné l'attitude des dirigeants du P.O.I. notre égard et pour ne pas donner prise toute intention malveillante de leur part.

Fraternisation !

Les Problèmes de la construction de la IVe Internationale

NOUS avons documenté nos lecteurs sur les divergences existant parmi les partisans de la IVe Internationale, sur l'appréciation du rôle du P.O.U.M. Ces divergences d'appréciation ont déterminé des oscillations multiples à l'égard du P.O.U.M., oscillations d'autant plus sensibles que les partisans de la IVe Internationale dans le monde ont été insuffisamment informés sur l'origine des divergences en Espagne dans la Gauche Communiste espagnole durant les années qui ont précédé la fusion de cette Gauche communiste espagnole avec la Fédération catalane de Maurin.

Nous publions une lettre de Trotsky du 22 janvier 1936 : « La trahison du P.O.U.M. » qui situe l'origine des fautes de ce parti.

***

L'organisation espagnole des « communistes de gauche », qui fut toujours une organisation confuse, s'était unifiée, après d'innombrables oscillations à droite et à gauche, sur un programme centriste avec la Fédération catalane de Maurin dans le « parti d'unification marxiste (!) ». Induites en erreur par ce nom, quelques-unes de nos publications ont écrit sur ce nouveau parti, qu'il se rapprochait de la IVe Internationale. Rien n'est plus dangereux que d'exagérer ses propres forces à l'aide... d'une imagination crédule. La réalité ne tarde jamais à apporter une cruelle désillusion !

Les journaux informent qu'en Espagne, tous les partis de gauche, tant bourgeois qu'ouvriers, ont constitué un bloc électoral sur la base d'un programme commun, qui, bien entendu, ne se distingue en rien du programme du « Front populaire » français et de tous les autres programmes charlatanesques du même genre. Nous y trouvons et la « réforme du tribunal des garanties constitutionnelles » et le maintien rigoureux du « principe d'autorité » (!) et l' « affranchissement de la justice de tous soucis d'ordre politique ou économique » (l'affranchissement de la justice capitaliste de l'influence du capital !) et autres choses du même genre. Le programme constate la nen-acceptation de la nationalisation de la terre par les bourgeois républicains, qui participent au bloc, mais « en revanche », à côté des habituelles promesses à bon marché en faveur des paysans (crédit, revalorisation des produits de la terre, etc...), proclame l' « assainissement (!) de l'industrie » et la protection de la petite industrie et du petit commerce. Suit l'inévitable « contrôle sur les banques » ; d'ailleurs, puisque les républicains bourgeois, selon le texte du programme, rejettent le contrôle ouvrier, il s'agit du contrôle sur les banques... par les banquiers eux-mêmes, par l'entremise de leurs agents parlementaires, dans le genre d'Azana et de ses pareils. Enfin, la politique extérieure de l'Espagne suivra les « principes et les méthodes de la Société des Nations ». Et quoi encore ?

Sous ce document honteux ont signé les représentants des deux grands partis bourgeois de gauche, le Parti socialiste, l'Union Générale des Travailleurs, le Parti communiste (évidemment !), la Jeunesse socialiste (hélas !), le « Parti syndicaliste » (Pestana) et enfin le « Parti ouvrier d'unification marxiste » (Juan Andrade). La majorité de ces partis s'est trouvée à la tête de la révolution espagnole dans les années de sa montée et a fait tout ce qui dépendait d'elle pour la trahir et l'épuiser. La nouveauté, c'est la signature du parti de Maurin-Nin-Andrade. Les anciens « communistes de gauche » espagnols sont devenus tout simplement la queue de la bourgeoisie de « gauche ». Il est difficile de se représenter une chute plus humiliante !

Il y a quelques mois, est paru à Madrid un livre de Juan Andrade : « La bureaucratie réformiste et le mouvement ouvrier », où, avec des citations de Marx, Engels, Lénine et autres auteurs, sont analysées les causes de la corruption des bureaucrates ouvriers. Juan Andrade, par deux fois, m'envoya son livre, les deux fois avec des dédicaces très chaleureuses, dans lesquelles il me nommait son « chef et maître ». Ce fait, qui, dans d'autres conditions, n'aurait pu, assurément, que me réjouir, me force maintenant à déclarer avec une fermeté d'autant plus grande que jamais et à personne, je n'ai enseigné la trahison politique. Et la conduite d'Andrade n'est rien d'autre qu'une trahison du prolétariat dans l'intérêt d'une alliance avec la Bourgeoisie.

Il n'est pas superflu de rappeler à ce propos, que les « communistes de gauche » espagnols, comme le montre leur nom lui-même, se sont contractés la face pour apparaître dans chaque cas avantageux comme des révolutionnaires intransigeants. En particulier, ils ont condamné terriblement les bolchéviks-léninistes français pour leur entrée dans le Parti socialiste. Jamais et en aucun cas ! Entrer temporairement dans une organisation politique de masse, pour lutter implacablement dans ses rangs contre les chefs réformistes pour le drapeau de la Révolution prolétarienne, — c'est de l'opportunisme ; mais conclure une alliance politique avec les chefs du parti réformiste sur la base d'un programme sciemment malhonnête, qui sert à tromper les masses et à couvrir la bourgeoisie, — c'est de la vaillance ! Peut-on ravaler et prostituer davantage le marxisme ?

Le « Parti d'unification marxiste » appartient à la fameuse association de Londres des « partis socialistes-révolutionnaires » (ex I.A.G.). La direction de cette association se trouve actuellement dans les mains de Fenner Brockway, secrétaire de l'Indépendant Labour Party. Nous avons déjà écrit, que, malgré les préjugés pacifistes surannés et vraisemblablement incurables de Maxton et autres, l'I.L.P. a pris dans la question de la Société des Nations et de ses sanctions une position révolutionnaire honnête et chacun de nous a lu avec satisfaction une série d'excellents articles dans le « New Leader ». Aux dernières élections parlementaires, l'Indépendant Labour Party s'est même refusé à soutenir électoralement les Travaillistes, précisément parce que ceux-ci soutenaient la Société des Nations. En soi, ce refus fut une erreur tactique. Où l'I.L.P. ne pouvait présenter ses propres candidats, il devait soutenir les Travaillistes contre les conservateurs. Mais cela est malgré tout un détail. En tout cas il ne pouvait être question de quelconques « programmes communs » avec les Travaillistes. Les internationalistes devaient lier le soutien électoral avec la divulgation de la reptation des social-patriotes britanniques devant la Société des Nations et ses « sanctions ».

Nous nous permettons de poser à Fenner Brockway la question : que signifie au juste l' « Internationale », dont il est secrétaire ? La section anglaise de cette « Internationale » se refuse à un simple soutien électoral de candidats ouvriers, s'ils sont pour la S.D.N. La section espagnole conclut un bloc avec les partis bourgeois sur un programme de soutien de la Société des Nations. Peut-on aller plus loin dans le domaine des contradictions, de la confusion et de la faillite ? Il n'y a pas encore de guerre, et les sections de l' « Internationale » de Londres, dès maintenant, tendent dans des directions directement opposées. Qu'adviendra-t-il donc d'elles, quand arriveront des événements formidables ?

Mais revenons au parti espagnol d' « unification marxiste ». Quelle ironie dans le titre : « unification marxiste »... avec la bourgeoisie ! Les « communistes de gauche » espagnols (André Nin, Juan Andrade, etc.) se sont plus d'une fois débarrassés de notre critique de leur politique conciliatrice en invoquant notre incompréhension des « conditions particulières » de l'Espagne. Argument habituel de tous les opportunistes, car le premier devoir du véritable révolutionnaire prolétarien consiste à traduire les conditions particulières de son pays dans le langage international du marxisme, qui est compréhensible aussi par delà les frontières de son propre pays. Mais actuellement, il n'est pas besoin de ces arruments théoriques. Le bloc espagnol des sommets de la classe ouvrière avec la bourgeoisie de gauche ne renferme en soi rien de « national », car il ne se distingue nullement du « Front populaire » en France, les capitalismes impérialistes, qu'ils soient fascistes en Tchécoslovaquie, au Brésil ou en Chine. Le « Parti Ouvrier d'Unification marxiste » ne fait que mener sciemment la politique, que le VII Congrès de l'Internationale Communiste a imposée à toutes ses sections, tout à fait indépendamment de leurs « particularités nationales ». La véritable différence de la politique espagnole réside cette fois uniquement dans le fait qu'au bloc avec la bourgeoisie a officiellement adhéré aussi la section de l'Internationale de Londres. Tant pis pour elle. Quant à nous, nous préférons la clarté. En Espagne, se trouveront indubitablement de véritables révolutionnaires, qui démasqueront impitoyablement la trahison de Maurin, Nin, Andrade et consorts et poseront les éléments d'une section espagnole de la IVe Internationale !

Le 22 janvier 1936.

L. TROTSKY.

NOTES INTERNATIONALES

En Indochine, le Front populaire défend les intérêts de l'impérialisme français

Sous le Front populaire, les peuples des colonies sont tout aussi exploités qu'ils l'étaient sous le Front national. Toutes les déclarations humanitaires, toutes les promesses faites avant les élections restent des paroles creuses. Le capitalisme français, pas plus que les autres, ne se nourrit de mots, il a besoin de profits, il a besoin de chair à travail, il aura besoin demain de chair à canon. Aussi sa poigne ne cesse-t-elle pas de peser lourdement. Dans de nombreux cas, c'est au profit du fascisme que se poursuit cette politique ; ainsi en Algérie, en Tunisie, au Maroc.

Nous voulons ici donner quelques indications sur ce qui se passe en Indochine où des révoltes grandioses à Yen-Baï se sont produites plusieurs années auparavant et dont des condamnés au bagne ont été amnistiés il y a quelques semaines, mais amnistiés après avoir été réduits à la dernière extrémité, puisque le bateau sur lequel ils furent reconduits ramena aussi des cadavres.

En Indochine, la lutte s'est poursuivie depuis Yen-Baï sous d'autres aspects avec une large participation des masses ouvrières et paysannes, aussi avec certains petits fonctionnaires européens. L'avènement du Front populaire a engendré des illusions. La lutte pour l'amnistie, pour les salaires, pour les libertés démocratiques, s'est amplifiée.

Cela heurta évidemment les gros exploiteurs de l'Indochine, et ceux-ci n'ont qu'un souci : « rétablir l'ordre en Indochine ».

Quelle est la situation au point de vue organisation ouvrière en Indochine ? Il y a des militants stalinistes, il y a un groupe pour la IVe Internationale qui publie un organe intitulé « Le Militant » ; et il y a surtout un organe bihebdomadaire, « La Lutte », qui exerce actuellement la plus grosse influence en Indochine.

La position de « La Lutte » n'est pas des plus précises. Le noyau de rédaction qui la dirige comprend des camarades orientés vers la IIIe Internationale et d'autres orientés vers la IVe Internationale. Qu'une telle collaboration puisse encore exister à présent (bien que des divergences se soient encore manifestées récemment), cela témoigne que les uns comme les autres ne sont pas véritablement partisans de la IIIe ou de la IVe Internationale, mais se retrouvent sur une position centriste, un peu semblable à celle de la gauche révolutionnaire. « La Lutte » demandait au Gouvernement, au Front populaire, de prendre des mesures favorables aux travailleurs ; « La Lutte » ne se plaçait pas sur une position de combat résolu contre le Front populaire.

Mais cette position, le gouvernement ne pouvait pas l'admettre, pas plus que la direction du P.S. ne pouvait tolérer des opposants véritables dans ce parti. Et le gouvernement envisage des mesures contre « La Lutte ».

Récemment eurent lieu à Saïgon des élections parmi un collège restreint de fonctionnaires et d'employés (2.400 électeurs). Au second tour, la liste de « La Lutte », où se trouvait le camarade Ta-Thu-Thau (qui fut expulsé de France à la suite de la manifestation à l'Elysée) fut élu. Une importante manifestation ouvrière salua cette élection.

Celle-ci, dans une certaine mesure, rend plus délicate la tâche des Montet et autres agents de l'impérialisme français ; plus délicate seulement, mais ne l'arrêtera pas. Au ministère des Colonies et à la présidence du Conseil on envisage la dissolution de « La Lutte » comme organisation factieuse. Après la dissolution de l' « Etoile Nord-Africaine» cela ne serait nullement surprenant. Et il n'y aurait pas là une mesure aussi inopérante que celle frappant les Croix-de-Feu.

Les camarades indochinois comme tous les prolétaires des colonies, attendent l'appui, le concours des prolétaires de la Métropole. Eux et nous avons le même ennemi, il faut nous entendre pour l'abattre.

Les révolutionnaires du monde entier, traqués par les polices, trouvaient un asile en Russie ; la Révolution sauvait la vie de certains d'entre-eux par échange avec des bourgeois prisonniers en Russie ; les exploiteurs du peuple russe et leurs larbins de plume fuyaient dans les Etats capitalistes.

LE TRAVAIL DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LE PROCES DE MOSCOU

Provocation

« Quelques incidents ont marqué la session et révèlent l'immense intérêt qu'en dépit de leur silence, les staliniens portent aux travaux de la commission. Le commissaire Beals a voulu interroger Trotsky non sur le procès de Moscou, mais sur les directives qu'il donna en 1918 à Borodine pour organiser la propagande révolutionnaire au Mexique. Protestations des autres commissaires : ces questions n'ont aucun rapport avec le procès. Beals déclare alors qu'à son avis, le travail de la commission est terminé et sa présence désormais inutile. »

(Extrait d'un rapport du Secrétaire du Comité pour l'enquête sur le procès de Moscou.)

LE BUREAU DE LONDRES SE REVEILLE

... et convoque la Conférence de Barcelone pour le 13 juillet. Les staliniens espagnols font un tapage du diable.

Nous en parlerons à nos lecteurs dans notre prochain numéro.

INFORMEZ-VOUS SUR L'ESPAGNE

A titre d'information sur l'Espagne, nous invitons nos lecteurs à lire l'Espagne nouvelle, 16, rue Emile-Jamais, Nîmes (Gard), un petit bulletin de tendance anarchisante mais qui s'exprime en toute franchise, même à l'égard des dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I.

Nous donnerons la semaine prochaine des extraits de l'Indomptable, organe en langue française de la C.N.T. et de la F.A.I. où sévit un chauvinisme d'une puanteur épouvantable.

DANS L'UNION SOVIÉTIQUE

Suicides de dirigeants, retour d'émigrés, la chute dans l'abîme a été préparée par l'étouffement de la démocratie prolétarienne

Si l'on avait besoin de trouver le plus bel exemple de crédulité des masses au bourrage de crânes, il semble difficile de trouver mieux que ce que les staliniens édifient à propos de l'U.R.S.S.

Voici un Etat qui, si l'on en croyait ses ambassadeurs, ses agences touristiques, sa bureaucratie des P.C. et des Amis de l'U.R.S.S., voici un Etat où il n'y a plus d'exploitation, plus de capitalisme, plus de classe ; où il y a une jeunesse forte et heureuse, des travailleurs satisfaits ; où il y a des réalisations techniques, économiques, culturelles, sportives absolument incomparables. En un mot, voici un Etat qui est le paradis institué sur la terre. Et, à sa tête, se trouvent des hommes aimés, adulés, adorés, au premier rang desquels se trouve un génie, « soleil des peuples ». Sur cette terre édénique, les êtres malfaisants, insociables ne devraient être qu'une infime minorité, résidu du capitalisme. Cette minorité devrait comprendre essentiellement des représentants des vieilles couches sociales expropriées par la révolution et des anormaux.

Or, que voyons-nous ? Il y a une minorité parait-il infime ; elle est composée d'anciens participants à la révolution d'octobre. Parmi eux, les « trotskystes », et ceux que Radek appela les demi-trotskystes, les quart, les huitièmes de trotskystes, etc., etc.... Et les représentants de la contre-révolution, tel l'écrivain Kouprine, auteur apprécié des Blancs, ennemi conscient des bolcheviks, depuis le premier jour, revient en U.R.S.S. le même jour où un des plus hauts personnages de l'armée, le commandant Gamarnik, adjoint du commissaire à la guerre, se suicide.

Dans le Paradis des Cachin et autres P. V.-C., les blancs retrouvent « leur patrie », une partie importante des couches les plus dirigeantes n'a trouvé une issue que dans le suicide.

***

Dans la longue liste des condamnés de l'U.R.S.S., déduction faite des provocateurs de la Guépéou et des véritables forbans amalgamés dans les procès, on trouve d'abord les Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Piatakov, Evolokimov, Mouralov, pour citer les fusillés, et les Boukharine, Rykor, Rakovsky, pour citer ceux que la fusillade attend, et Tomsky, qui s'est suicidé, qui tous constituaient les vieux cadres de la direction révolutionnaire, qui s'étaient compromis par leur capitulation, mais pas assez cependant, et pouvaient, malgré tout, permettre un premier regroupement révolutionnaire.

On trouve ensuite un Jagoda et nombre des siens dont le crime est de connaître le dessous des crimes commis à l'égard des précédents. Ceux-là doivent périr pour ne pas être des témoins compromettants un jour.

On trouve enfin des hommes tels Toukhachevsky, Gamarnik, des officiers depuis longtemps détachés de tout idéal révolutionnaire, et dont l'exil ou le suicide ne peuvent s'expliquer autrement que par une âpre bataille de cliques au sein de l'appareil dirigeant.

Le paradis des P. V.-C. est aux prises avec les pires difficultés intérieures (travailleurs surexploités, peuples opprimés, exigences des couches privilégiées), et avec les plus grandes menaces extérieures. L'appareil dirigeant s'entre-déchire. Il est très difficile de situer exactement du point de vue politique les objectifs de cette lutte.

***

Toutefois, nous voulons souligner deux leçons de cette bagarre sans précédent dans la plus noire des nuits.

D'abord qu'il n'y a pas d'autre salut que dans l'intervention du prolétariat européen dans son ensemble, intervention qui renforcera le prolétariat soviétique et lui donnera le moyen de tenir tête à l'appareil stalinisé, aux cliques en lutte. Dans la lutte qui se poursuit, il n'y a pas un des groupes qui se place du point de vue prolétarien.

L'autre leçon que nous voulons tirer nous est inspirée par un récent article du camarade Wollenberg, ex-membre du P.C. allemand, qui dirigea des groupes de combat et dut vivre de nombreuses années en U.R.S.S. pour ne pas tomber dans les griffes de la justice allemande. Le camarade Wollenberg rapporte qu'en 1932-1933, la crise était des plus graves, Staline était sur la sellette. Sur l'instigation de Radek (son rôle n'apparaît pas trop étrange maintenant), les dirigeants des ex-groupes d'opposition joignant le sort de Staline à celui de l'U.R.S.S., décidèrent une trêve contre Staline, tant que la crise ne serait pas surmontée. Dans l'été de 1934, Kamenev complétait la même thèse à Wollenberg dans une conversation privée : Staline mène le pays à la catastrophe, mais il ne faut pas mener la lutte, il faut passer tous les compromis jusqu'aux moments décisifs. Cette union sacrée, cette diplomatie sur le dos des ouvriers, Staline devait la faire regretter à Zinoviev, Kamenev et aux autres. La crise de 1931-1933 achevée, Staline est passé au combat, profitant du silence de ses adversaires, les liquidant impitoyablement.

Auraient-ils réussi s'ils avaient engagé le combat à la faveur de la crise ? On peut d'autant moins le prévoir que, derrière Staline, opéraient des forces sociales nouvelles, des couches avides d'une propriété à eux. Mais la lutte ouverte eut alerté la classe ouvrière, engagé celle-ci à combattre, eut permis à des cadres de se mieux former en U.R.S.S. comme dans le monde entier. La politique de compromis a participé à la méthode stalinienne de décomposition du mouvement ouvrier.

La sauvage lutte de cliques en U.R.S.S., tout comme la sangiante répression contre les révolutionnaires en Espagne, imposent aux révolutionnaires de protéger le mouvement ouvrier en y défendant la démocratie prolétarienne. Ce sont les premières entorses à celle-ci qui ont frayé la voie à la répression policière déchaînée d'aujourd'hui.

La lutte pour la démocratie ouvrière est un élément de la lutte contre le stalinisme et pour la défense de l'avant-garde révolutionnaire torturée en U.R.S.S.

Les frontières soviétiques sont fermées à l'immense majorité des émigrés allemands ; des révolutionnaires polonais ont été fusillés ; des fleurs ont été offertes à l'écrivain contre-révolutionnaire Kouprine, revenu dans « sa sainte Russie ».

d'une semaine à l'autre

L'affaire Stavisky vient de se rappeler à notre mémoire. Guébin, de la Compagnie d'assurances « La Confiance », vient d'être gracié. Dans le gouvernement du Front populaire, la maffia radicale n'a pas oublié tout à fait les siens. Ceux que le Front populaire abandonne, ce sont les pauvres bougres qui crèvent dans les geôles de la bourgeoisie pour avoir voulu échapper à la misère, à la faim, ou pour avoir tenu tête à quelques gradés.

Le sieur Guébin va retrouver la liberté, ses assurances, de solides rentes ; il n'aura plus que l'embarras du choix pour savoir dans quelle formation travailler pour une France libre, forte et heureuse.

En même temps que Guébin a retrouvé la liberté, un autre honnête patriote passe dans la rubrique des faits-divers. Il s'agit du sieur Tardieu. Mais c'est à cause de son prochain mariage qu'il est question de ce requin et nullement pour s'expliquer sur certain chèque Tardi... L'oubli s'est fait à ce sujet.

***

Gros scandale rapidement étouffé. L'autre jour, en Cour d'assises, au cours du procès d'une quelconque affaire de vol de bijouterie, la plaignante ne se borne pas à accabler les accusés qui sont entre les gendarmes, elle dénonce les usages de la police judiciaire qui, sous prétexte de frais, se fait verser de l'argent par ceux qui ont été l'objet de vols. Vous versez, après vous avez une chance de retrouver quelque chose. Vous ne versez rien, alors pourquoi voulez-vous que la police se dérange pour vous ?

Scandale ! La bijoutière avait mis en cause non pas quelque bourrique de dernière zone, mais des huiles, des personnages cotés, les Guillaume, les Meyer. Ces piliers de l'ordre, ces chevaliers de la propriété privée usaient de leurs fonctions pour faire du « rackett ».

Le scandale fut rapidement étouffé. Protestations dans la presse. Décision du préfet de police que de telles pratiques ne seront plus tolérées, ce qui veut dire qu'elles étaient courantes, admises et approuvées. Et pourquoi la police capitaliste ne serait-elle pas un commerce comme un autre. Chiappe trafiquait avec Zographos ; pourquoi la police ne serait-elle pas en bons rapports avec le « milieu » ?

Mais M. Langeron a décidé que, désormais, la vertu régnerait au Quai des Orfèvres. Et le Syndicat de la police judiciaire a voté son adhésion à la C.G.T. ! Ainsi soit-il.

La Commune

6 OU 8 SOUS...

Pour conserver leur « indépendance », les journaux se sont mis à 8 sous ; « l'Humanité » seule reste à 6 sous, « l'Humanité » qui, quand toute la presse était à 0 fr. 25, fut à 6 sous, dénonçait la vénalité de la presse bourgeoise.

A 6 ou à 8 sous, aucun des journaux n'est, aujourd'hui, « indépendant », aucun quotidien n'exprime l'opinion des ouvriers révolutionnaires en lutte contre le régime. Tous ces journaux à 6 ou à 8 sous trompent les travailleurs pour les intérêts de groupes capitalistes liés ou non aux intérêts des couches dirigeantes, exploiteurs du prolétariat soviétique.

6 ou 8 sous ! Mais, les journaux comme le nôtre, qui n'ont pas d'autres frais que ceux d'imprimerie et d'expédition, ne peuvent vivre que si, à leur vente, viennent s'ajouter les souscriptions régulières des membres de l'organisation et des sympathisants.

6 ou 8 sous ! Une bataille au couteau se mène entre « l'Huma » et « le Popu » pour être mieux placés dans la trahison de la révolution prolétarienne, pour mieux étouffer l'existence de journaux révolutionnaires comme « la Commune ».

Répondez à cette campagne en apportant votre appui, votre collaboration à « la Commune », tribune de tous les ouvriers révolutionnaires.

Des souscriptions !
Des abonnements !
De nouveaux lecteurs !

Pour lutter contre la presse ennemie, contre ceux qui déversent le mensonge pour 6 ou pour 8 sous, souscrivez au compte postal Brausch 1773-07, Paris.

Note

La semaine dernière, différents faits se sont produits que nous portons à la connaissance de nos lecteurs et des militants du P.O.I. et du P.C.I.

Dans le XIVe arrondissement, les affiches de notre organisation pour le Mur ont été systématiquement recouvertes par les camarades du P.O.I. lors de leur collage. Dans la nuit de samedi à dimanche, les responsables du B.P. du P.O.I., dont Fred Zeller, ont participé au lacérage systématique de nombreuses affiches de notre organisation et ont été pris sur le fait.

Nous insistons auprès de nos camarades pour que ce genre de procédés ne soit pas suivi ; quant à nous, nous sommes persuadés qu'il suffira que nous portions ces faits indéniables à la connaissance des militants ouvriers pour qu'ils cessent.

Tribune du Parti Communiste Internationaliste

DU FRONT RÉVOLUTIONNAIRE

Cette Tribune de préparation de notre Congrès, ouverte à tous les militants du P.C.I. et sympathisants, est une Tribune de discussion.

LE poids de la situation créée par le passage de la IIIe Internationale à contre-révolution pèse lourdement sur l'avant-garde révolutionnaire. Chaque groupe perçoit sa faiblesse avec autant de netteté qu'il constate l'immensité des trahisons du Front populaire. Chaque groupe révolutionnaire se fixe comme objectif d'arracher les masses travailleuses à l'influence de la classe ennemie représentée dans les rangs ouvriers par la bureaucratie syndicale et celle des partis traditionnels.

Aucune forfanterie ne peut masquer pour chaque révolutionnaire la nécessité que les forces révolutionnaires se regroupent pour les combats à venir. Les tentatives de front unique entre groupes révolutionnaires, ou se prétendant tels, sont l'expression de cette aspiration d'où a surgi la formule « front révolutionnaire » pour lequel « le Libertaire » vient, dans une série d'articles, de proposer une charte.

***

Le problème décisif pour l'avenir du mouvement ouvrier, c'est celui de la construction du parti révolutionnaire mondial devant rallier autour de son programme les larges couches des masses exploitées. Bâtir ce Parti : la IVe Internationale, constitue le but de nos efforts. Nous estimons, en effet, que tous les autres programmes soi-disant révolutionnaires que proposent aux travailleurs les organisations communistes libertaires, gauche révolutionnaire et autres, constituent en réalité obstacle s à l'évolution décisive de couches ouvrières vers la plénitude de leur capacité de combat.

Nous estimons, en effet, que le seul programme de combat doit être basé sur le marxisme révolutionnaire appliqué à la période présente. Il n'y aurait pas lieu pour nous de lutter depuis des années pour nos conceptions, contre la dégénérescence de l'I.C. et de la Révolution russe, pour masquer ce que nous pensons du « communisme-libertaire », du « socialisme de gauche », de « Que Faire », etc...

Nous considérons que ces formations n'apportent pas à la classe ouvrière une doctrine susceptible de la mener à la victoire mais seulement capable de compléter les crimes staliniens-réformistes par des fautes ainsi que le démontre l'expérience espagnole.

Nous serions d'hypocrites politiciens si nous ne disions sans équivoque que toute action concertée, tout front unique, toute lutte révolutionnaire commune, maintient inévitablement les divergences qui nous séparent.

Nous ne priverons pas nos camarades anarchistes ou autres de l'espoir de nous démontrer la justesse de leurs conceptions ; ils ne peuvent nous refuser la même ambition. Nous ne leur demanderons pas de renoncer à leurs conceptions ni de réduire leur critique. Ils ne doivent pas songer à nous dénier ces droits. L'unité d'action sur un programme précis ne peut donc constituer pour aucune des organisations participantes un renoncement à son activité propre, à sa délimitation politique, à son droit de critique.

***

Il n'y a pas de formule magique pour sortir de l'ornière actuelle le mouvement ouvrier, ni pour faire surgir une puissante avant-garde révolutionnaire. Il y a un travail long et rude pour forger son instrument de libération, son parti révolutionnaire mondial basé sur la théorie marxiste, sur l'expérience du bolchevisme ; tout front unique avec une formation quelconque constitue pour nous un moyen vers ce but.

On ne pourrait, en effet, suppléer à la faiblesse de la conscience de classe des cadres du mouvement ouvrier — faiblesse qui est à la fois la conséquence et la cause du recul actuel du mouvement révolutionnaire — par des embrassades entre minorités révolutionnaires, mais en discutant tous les problèmes, en soumettant à l'épreuve des actes, dans un front unique loyal, les conceptions et les tactiques différentes. On ne pourra combattre l'influence néfaste du Front populaire par une formule magique, serait-ce celle du « Front révolutionnaire ».

Nous ne cesserons de répéter que la capacité de combat et de victoire des masses opprimées dépendra du ralliement de ces masses à un programme exprimant leurs intérêts de classe et aux moyens tactiques propres à le faire triompher ; les programmes « minimum » seront dépassés et se poseront tous les problèmes de la révolution qui opposent les courants constitutifs du front révolutionnaire éventuel. A ce moment s'opérera le ralliement des ouvriers révolutionnaires autour du programme le plus conséquent.

***

Nous ne posons pas notre programme comme un ultimatum aux masses ni aux militants des autres organisations révolutionnaires, toute lutte sur un point précis commun, nous sommes prêts à la mener ; mais nous ne pouvons accepter de proclamer à la classe ouvrière que sa victoire dépend d'un « front révolutionnaire », c'est-à-dire d'un programme minimum ; ce serait la tromper.

Nous ne pouvons souscrire à un programme trop vaste, abritant les appréciations les plus diverses, dans lesquelles on s'affirme contre toute une série de choses mais où l'on explique peu le contenu de ce « contre » et son « comment ».

Le « Libertaire » du 20 mai propose un projet de charte qui n'est pas seulement l'énoncé de propositions de front unique entre organisations révolutionnaires, mais constitue déjà une sorte de programme pour une organisation nouvelle. Voyons le but fixé au Front révolutionnaire :

> Relever le drapeau de la lutte de classe et de la révolution sociale.
>
> Promouvoir dans tous les domaines une politique ouvrière distincte de celle de la bourgeoisie.

Les moyens se subdiviseraient en deux catégories : à l'intérieur, la lutte revendicative antifasciste avec toute une série de directives très discutables quant aux considérants politiques : par exemple la définition suivante de la démocratie et du fascisme :

> 2e La menace fasciste revêt en France deux aspects : l'aspect insidieux d'une nouvelle législation sociale mettant en fait les travailleurs à la discrétion d'un Etat dit démocratique, mais de tendance totalitaire, l'aspect tapageur et brutal des ligues ;
>
> Contre ces deux aspects de la menace fasciste couverte ou non du masque de la légalité démocratique, les travailleurs n'ont de recours que dans leur propre force et leur propre action.

et aussi ces considérations sur l'action directe :

> 3e L'action directe n'a rien de commun avec la « gymnastique révolutionnaire » et la « politisation des grèves » pratiquées par les communistes à l'ex-C.G.T.U. :
>
> En effet, l'action directe doit être opportune, c'est-à-dire s'exercer quand le rapport de force lui est favorable ; elle implique une progression, des paliers et par conséquent des répits et même des trêves ; elle relève exclusivement de la souveraineté syndicale.

Quant à l'extérieur, on se prononce pour « l'internationalisme prolétarien, où le caractère social et révolutionnaire de la lutte contre la guerre » est défini de la façon suivante :

> — Pour l'internationalisme prolétarien.
> — Pour le caractère social et révolutionnaire de la lutte contre la guerre.
> — Contre la défense nationale en régime capitaliste privé ou d'Etat, donc contre la défense nationale en Russie.
> — Contre la S.D.N. et les traités impérialistes de 1919.
> — Contre le mythe impérialiste du conflit international entre Fascisme et Démocratie.
> — Dénonciation des antagonismes impérialistes qui se cachent sous l'idéologie genevoise comme sous les idéologies fasciste et démocratique. Dénonciation du jeu diplomatique qui en résulte.
> — Contre le social-patriotisme du parti socialiste et de la C.G.T., serviteurs de l'impérialisme français. Contre le social-patriotisme du parti communiste, agent provocateur de l'impérialisme russe.

A l'appui de ces mots d'ordre, il importe de faire ressortir que, pratiquement :

> 1e La lutte contre la guerre n'est qu'un aspect de la lutte de classe anticapitaliste ; que par conséquent la grève générale insurrectionnelle contre la guerre ne peut être envisagée que comme le couronnement d'un long travail d'adaptation et d'éclaircissement lié aux luttes sociales de la classe ouvrière ;
>
> 2e Au point où nous en sommes, c'est-à-dire à un stade élémentaire de la lutte contre la guerre, cette lutte consiste essentiellement en un travail d'éclaircissement ;
>
> Ce qu'il faut faire — et qui n'a jamais été fait — c'est montrer aux prolétaires comment les capitalismes impérialistes, qu'ils soient fascistes ou démocratiques, préparent la guerre, de quelle guerre il s'agit, entre quels pays et pour quelles raisons, quelles forces y conduisent et sous quels prétextes, en un mot : établir le bilan des responsabilités de la guerre avant et non après.

Or, toutes ces affirmations sont, comme les lecteurs s'en rendront compte, des plus confuses. Dans cette confusion se cacheraient les conceptions différentes des différents groupes.

Nous ne pensons pas que l'on puisse faire une charte plus précise car, en réalité, on y trouverait sur chacun des points les programmes de chacun des groupes, mais nous ne pensons pas non plus qu'il s'agisse d'être d'accord sur des considérations générales pour faire le front unique puisque le front unique est justement le moyen entre des organisations qui ne sont pas d'accord sur un programme général, de lutter ensemble sur des points précis contre l'ennemi commun.

Dans l'intérêt même de l'ampleur de ce front unique, il est préférable de prendre des points bien précis susceptibles de trouver un appui plus large ; par exemple, nous accepterions fort bien de faire le front unique pour la milice ouvrière avec des camarades ayant sur la guerre une conception confuse, mais nous ne voulons pas, avec ces camarades, faire un front unique « contre la guerre » sur des formules imprécises.

Il faut donc une base minima de front unique ayant trait à des propositions d'action : organisation d'un front commun contre la répression, campagne pour l'amnistie, organisation de cadres de milices armées, manifestations contre l'Union sacrée, appui concret aux révolutionnaires d'Espagne, campagne commune pour les révolutionnaires en Espagne et en U.R.S.S.

Dans une récente réunion organisée par un groupe en dissidence de « Que Faire », le camarade Viallate s'est élevé contre « les coupeurs de cheveux en quatre », a déclaré : « pour voir clair, il faut à la fois ne pas prendre Marx, Bakounine comme des dogmes » et Viallate se proposait de réviser certains points sans le faire. A la même réunion, le camarade Frémont a parlé d'une « psychose du Front révolutionnaire ». Nous ne pensons pas, quant à nous, qu'il s'agisse de sacrifier, pour les uns la barbe de Karl Marx, pour les autres le nez de Bakounine à une psychose. Si des camarades veulent abandonner Bakounine, grand bien leur fasse; si des camarades veulent abandonner Marx, tant pis pour eux ; malgré ces abandons, ils se définiront sur une position déterminée. C'est tels qu'ils seront au cours de leur évolution que nous discuterons avec eux ; il ne faut pas qu'ils nous en veuillent si nous nous refusons à considérer le léninisme comme une chemise sale, mais c'est tels que nous sommes que nous leur proposons : travail commun, action commune et non seulement agitation commune.

Dans l'état actuel des forces de nos différents groupes ou partis, il y a intérêt pour le mouvement révolutionnaire à ce que ces forces fassent le coude à coude. Pour que ce coude à coude se réalise, il faut une base minima, des points bien précis, chacun gardant ses conceptions et son droit de critique, chacun ayant le devoir d'être discipliné dans l'action engagée.

Cela serait la base d'un front révolutionnaire viable mais il semble qu'on prépare actuellement une salade trouble de programmes présentée par des « personnalités » et destinée à créer une « psychose » qui ferait des miracles. Il est même probable que ce n'est pas par hasard que cette voie est tracée et il faut attendre avec une grande circonspection les premières manifestations de cette « psychose » ; si des militants révolutionnaires y participent sincèrement, il n'est pas dit que pour d'autres, ce ne soit pas un moyen de canaliser le mécontentement contre le Front Populaire.

De toutes façons, si nos conceptions du front unique entre les organisations révolutionnaires ne sont pas encore celles de ces organisations révolutionnaires, nous devrons participer à toutes ces expériences avec la plus grande vigilance. La souplesse ne peut impliquer pour nous l'abandon de nos principes politiques.

LES NOTRES

BLANQUI

Né en 1806, mort en 1881, Blanqui aura passé 40 ans (sur 76) en prison pour avoir commis le crime de combattre la société bourgeoise et ses valets.

Une première fois arrêté à Nice en 1829, il participe, à peine libéré, le fusil à la main, à la révolution de 1830. Emprisonné à deux reprises en 1831, il est condamné à un an : en prison, il fera la connaissance de Buonarrotti (babouviste) qui lui transmit la tradition des Egaux et l'expérience d'un demi-siècle de luttes. En 1837, quatrième arrestation. En 1839, il prend avec un millier d'insurgés l'Hôtel de Ville, mais ce succès est sans lendemain ; cela lui vaut 4 ans de réclusion terrible durant lesquels la maladie le couche 20 mois et où il connaît des « périodes de découragement, d'atonie, de fatalisme et de rage » consécutifs aux tortures qu'il subit.

C'est à cette période que se réfèrera, plus tard, un document policier (dit document Taschereau), d'après lequel Blanqui aurait fourni au ministre de l'Intérieur des détails sur l'état des Sociétés secrètes de l'époque. On ne saura sans doute jamais s'il y eut effectivement de sa part « une imprudence de langage » (B. Malon) ou « un acte passager de faiblesse dû à son état maladif » (Scheurer-Kestner) ou simplement un faux destiné à abattre ce « lutteur infatigable » : car jamais l'original de la pièce accusatrice ne put être produit !

La bourgeoisie avait plus d'une raison de vouloir discréditer ce révolutionnaire qui, délivré par la Révolution de février 1848, donnait au gouvernement de « continuelles inquiétudes ».

Il est arrêté pour la sixième fois fin mai 1848, un peu avant le triomphe de la réaction, condamné à 10 ans de détention et enfermé à Doullens, puis à Belle-Ile, d'où il s'enfuit en 1853.

Rattrapé presqu'aussitôt, il est transféré à Ajaccio d'où il n'est libéré qu'en 1859 par l'amnistie.

Parti pour Londres, il revient clandestinement à Paris et lutte contre l'Empire, ce qui lui vaut une septième incarcération pour 4 ans à Sainte-Pélagie (d'où il s'évade en 1865) et passe en Belgique.

Rentré à nouveau à Paris, après Sedan, il donne, en août, le signal de la révolte contre l'Empire, dénonce l'incapacité du gouvernement provisoire, donne le signal d'un assaut de l'Hôtel de Ville en janvier 1871... qui échoue et est arrêté pour la huitième fois. Thiers le gardera jalousement pour priver la Commune de celui que Marx appelait, en 1848, « le chef du parti prolétarien en France ». Il ne sera libéré qu'en 1879, deux ans avant qu'une congestion cérébrale le terrasse, le 1er janvier 1881.

L'erreur du Vieux (comme l'appelaient ses jeunes disciples) fut de détacher l'insurrection armée de la révolution et de croire que les règles « militaires » de l'insurrection suffisaient à en assurer la victoire.

Mais cette erreur ne doit pas nous faire oublier que ses théories nettes et précises, qui ont laissé des traces profondes dans l'œuvre de Karl Marx, concluaient à la nécessité de se préparer pour la lutte implacable et d'étudier scrupuleusement et systématiquement les conditions du succès de l'insurrection.

Leçons particulièrement précieuses pour nous, prolétaires de France, dans la période présente.

Du socialisme au fascisme

L'HISTOIRE du socialisme italien est intéressante à étudier parce qu'elle représente l'évolution-type du prolétariat révolutionnaire en route vers le pouvoir et la réaction fasciste.

Il y aurait beaucoup à dire sur les débuts du socialisme en Italie et sur ce régime démocratique entrecoupé de réactions violentes, par exemple, le soutien de gouvernements bourgeois successifs sous prétexte d'empêcher l'aile réactionnaire de reprendre les pratiques de violence contre les Bourses du travail et le Parti. Le résultat fut double : d'une part les parlementaires, sous prétexte de « moindre mal », glissèrent vers le réformisme impuissant, d'autre part, la formation d'une aile révolutionnaire. Mais passons, les mouvements d'après-guerre présentent pour nous plus d'enseignements.

Le Parti socialiste italien est un des rares partis ouvriers qui n'ait pas trahi l'internationalisme prolétarien (excepté sa droite qui sympathisait avec les alliés, et la fraction mussolinienne interventionniste). Mais si le Parti ne participait en aucune sorte à la guerre, il ne la combattait pas non plus par des moyens révolutionnaires adéquats.

Quant on examine de près cette question, si importante, on a le secret de la défaite du mouvement ouvrier en Italie : la force du centrisme, ce mouvement ni à droite ni à gauche qui l'a empêché de prendre des décisions au moment opportun. Cette critique pourrait d'ailleurs s'étendre à tout mouvement réformiste, incapable de réagir contre les contradictions du régime capitaliste, à tout mouvement enserré dans une bureaucratie dont les intérêts étouffent les aspirations émancipatrices du prolétariat.

Dans les autres pays, les ouvriers abandonnaient les partis sociaux-patriotes, tandis que le P.S.I., pour ne pas avoir participé à la guerre, récoltait les fruits de cette désillusion. Point n'est besoin de nous appesantir sur les conséquences d'une guerre. Retenons seulement que la misère, jointe à la colère des soldats comprenant qu'on les avait dupés donna naissance à des grèves extrêmement violentes.

La série de ces grèves commença le 10 avril à Rome. Le gouvernement avait interdit la commémoration de la Semaine Rouge de Berlin. Le prolétariat répondit par une grève compacte qui ne donna lieu à aucun incident; seulement quelques jours plus tard, quatre ouvriers tombaient sous les balles des fascistes et le siège de l' « Avanti » était mis à sac.

Les pilleurs et les tueurs étaient d'anciens officiers .. pour qui la période de paix était insupportable — et des jeunes, excités par les récits de guerre et la propagande chauvine.

Tous ces gens voyaient dans la lutte contre les ouvriers le moyen de poursuivre les carrières militaires, les conquêtes coloniales, auxquelles le Parti s'opposait.

A Milan, le Parti dénonçait l'apparition de bandes armées, sans toutefois y attacher beaucoup d'importance ; en même temps, il s'engageait à préparer la grève générale insurrectionnelle afin d'établir la dictature du prolétariat : Autant de promesses vaines.

Dans toutes les manifestations de la politique il ne faut pas hésiter à mettre en pratique ce que l'on a décidé, sans quoi le résultat est contraire à celui espéré. Il se passa ceci, que les nationalistes crièrent au sacrilège de leurs propriétés et financèrent une campagne contre le danger rouge, dans le but évident de faire pression sur les masses petites bourgeoises, et bien souvent ils y réussirent.

Le même phénomène se reproduit aujourd'hui en France. Les fascistes exploitent les mots d'ordre démagogiques de la politique staliniste et ceux-ci, malgré leur force, sont incapables de faire la contre-partie.

Les classes moyennes en Italie étaient fortement déçues ; la guerre ne leur avait pas apporté l'ère de prospérité qu'elles espéraient, et elles étaient bien prêtes à écouter la presse nationaliste qui accusait le Parlement d'imprévoyance, et les alliés de trahir les intérêts italiens à Versailles.

Spontanément, contre les milices noires du fascisme se formaient des milices rouges, mais, là aussi, le Parti prenait une attitude d'expectative, c'est-à-dire se bornait à voter des déclarations, mais n'appuyait d'aucune sorte ces milices.

Les socialistes s'avéraient incapables d'organiser des luttes révolutionnaires ; au contraire, la réaction poursuivait son plan méthodiquement. Là encore, l'analogie entre l'Italie et la France actuelle est frappante. Les partis ouvriers français se montrent incapables d'organiser les luttes sur le terrain de la guerre civile et se contentent de mettre un frein aux aspirations émancipatrices de la classe ouvrière, tandis que la réaction prépare méthodiquement ses mercenaires, noyaute l'armée, prépare des formations de combat, et s'apprête à prendre le pouvoir.

A Versailles, l'impérialisme italien se trouvait incapable d'obtenir sa part de butin, et l'impérialisme franco-anglais s'entendait pour lui barrer la route.

D'Annunzio marcha alors sur Fiume, le 12 septembre 1919.

Son entreprise était soutenue par toute la bourgeoisie : Ministres, magistrats et même l'armée, puisque des officiers de l'armée régulière se trouvaient dans les colonnes de volontaires.

⁂

Période de grandes luttes

En 1919-1920, le mouvement ouvrier italien est à l'apogée de sa puissance.

La C.G.T. groupait 2 millions d'adhérents, et était liée au P.S.I. par un pacte.

Il en était de même pour les coopératives, qui, à elles seules, possédaient une force financière et économique considérable. (Leur fortune dépassait le milliard, et leurs cadres constituaient une armée de techniciens capables de gérer l'économie du pays).

Dans certains cas, ces trois forces exerçaient une véritable suprématie politique et économique, et le prolétariat était si sûr de sa victoire qu'il sous-estimait la puissance de réaction de la bourgeoisie.

Ce même phénomène s'est reproduit dans plusieurs pays.

En Espagne, la police et l'armée sont restées aux mains des fascistes ; et on chantait tous les jours la « Révolution pacifique ». Résultat ! ! !

En France, pour un siège gagné dans une circonscription réactionnaire, on en conclut que le fascisme est en régression ,etc. (Voir « l'Humanité », le « Populaire »).

⁂

Voilà donc la force réelle du P.S.I. C'est dans ces conditions qu'éclata la lutte contre la vie chère.

Elle se déclencha à Spiza où eurent lieu des chocs violents avec la police et de là déferla sur la péninsule.

Partout les ouvriers descendaient dans la rue et pillaient les boutiques qui ne voulaient pas baisser leurs prix. Toutes les catégories de travailleurs réclamaient des réajustements de salaires. Des Comités contre la vie chère fonctionnaient jour et nuit, s'efforçant de contrôler les prix de vente par le boycottage. Dans maintes villes, des fraternisations entre les troupes royales et le peuple avaient lieu. Dans les régions du centre, le prolétariat était maître de la rue. Il attendait les directives des chefs.

Le parti, comme toujours, adressait des manifestes de solidarité à l'égard des manifestants, mais ni lui, ni les syndicats ne songeaient à canaliser le mouvement vers des fins politiques.

Pendant ce temps, le gros capitalisme comprenait toute l'impuissance du P.S.I. et le danger que représentait le prolétariat en ébullition.

Au Congrès de Bologne, par 48.411 voix contre 14.800 aux réformistes, le Parti se dirigeait vers des positions révolutionnaires. Il reconnaissait le besoin de prendre le pouvoir d'une manière brutale. Mais il suffit de lire les discours du principal leader de gauche pour comprendre tout le vide de ces résolutions.

Constantin Lazzari disait : « Je crains que lorsque vous aurez approuvé ce programme qu'il vous faudra appliquer vous n'ayez préparé de mauvais jours au Parti qui ne pourra pas résister aux forces militaires de l'Etat prêtes à nous écraser ». Telle était la position défaitiste en fait du principal leader « léniniste » du P.S.I.

Bien entendu toutes les belles promesses du Congrès ne furent pas tenues : notamment celle de préparer des organisations de combat.

C'est ainsi que le P.S.I. se présenta aux élections du 16 novembre 1919. Il obtint 1.840.595 voix contre près de 3.500.000 aux partis réactionnaires.

A la Chambre, les socialistes — dont le nombre avait triplé — chantèrent l' « Internationale » et crièrent : « A bas le roi ! Vive le socialisme ! » La réaction ne se fit pas attendre. Des officiers molestèrent les élus. Il y eut des bagarres, la grève générale y répondit.

Peu à peu les grèves à caractère économique se transformèrent en grèves à caractère politique.

En avril 1920, la C.G.T. engageait la bataille pour les commissions internes d'usines. Toutes les catégories d'ouvriers s'y associèrent, les cheminots refusèrent de transporter les troupes sur le lieu du conflit.

La grève dura dix jours et se termina par la défaite des ouvriers.

Comme toujours la situation dominait le P.S.I. impuissant.

A l'avènement du nouveau ministère Giolitti éclata l'émeute populaire d'Acone où un régiment refusa de s'embarquer pour l'Albanie. Par solidarité pour les rebelles, les Bourses proclamèrent la grève générale qui s'étendit aux provinces de Marche et d'Ombrie. Elles prirent fin sur une promesse du gouvernement d'abandonner le protectorat sur l'Albanie.

Les bandes armées réagirent en pillant les journaux socialistes de Rome, Trieste, etc.... On laissa courir les coupables.

⁂

Les occupations d'usines

Nous voyons donc l'état très combattif des masses, ce qui pouvait laisser de grands espoirs.

En juin 1920, la Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes (F.I.O.M.) présentait une demande de révision des salaires suivant le coût de la vie.

Après les tractations d'usage, qui aboutirent à un fiasco, les ouvriers décidèrent la grève, et huit jours après ils occupaient les locaux pour éviter qu'ils ne le soient par la police ainsi qu'en avaient décidé les patrons.

Comme en France, cela grandit en une vague de fond qui transporta d'un élan unanime la classe ouvrière au combat. Toutes les catégories de salariés y participaient, les paysans occupaient et se partageaient les terres.

Ce mouvement spontané avait surpris la bourgeoisie, et le fascisme, parce qu'il ne pouvait pas jouer le rôle de contre-révolutionnaire, vu ses forces, applaudissait au mouvement sans y participer.

Dans les usines, les ouvriers organisaient la production et s'armaient pour défendre leur nouvelle propriété.

La police, sauf en de rares endroits, laissait faire, car l'on ne s'oppose pas, même sous un gouvernement pré-fasciste comme c'était le cas, à un mouvement aussi grandiose que celui qui nous occupe.

La production s'organisait donc sans le patronat et les ouvriers s'apprêtaient à défendre leur bien. Le problème de la sacro-sainte propriété bourgeoise était posé, et il fallait le résoudre car deux systèmes de pouvoir ne peuvent coexister.

Le Parti vota une résolution où l'on disait que : « à cause de l'entêtement patronal ou de la violation de neutralité du gouvernement, le Parti ferait appel au prolétariat ».

Dans la C.G.T. s'élevait une discussion grosse de conséquences. D'Aragona montrait que trois solutions étaient possibles :

1) Persévérer dans l'occupation jusqu'à obtention des revendications matérielles ;

2) L'élargir le plus possible et réclamer le contrôle ouvrier sur les usines ;

3) Sortir des usines et attaquer l'Etat bourgeois dans ses organes vitaux, les centres stratégiques et ses forces.

D'Aragona considérait la première comme dépassée, se ralliait à la seconde parce qu'elle représentait, pour lui, l'avenir et les bases du régime futur ; quant à la troisième, il ne voulait pas en prendre la responsabilité. Néanmoins, lui et son Comité se disaient prêts à passer les pouvoirs à la direction du Parti.

A la base, le débat fut passionnant ; par 591.245 voix contre 409.590 et un grand nombre d'abstentions, la thèse de D'Aragona prévalut. La lutte pour le pouvoir était repoussée pour obtenir le contrôle sur les usines.

Giolitti convoqua le 15 septembre 1920 les représentants ouvriers et patronaux. Les patrons durent céder quand D'Aragona eut déclaré que les ouvriers ne sortiraient des usines qu'après avoir obtenu le contrôle ouvrier.

L'accord fut ratifié les 21 et 22 septembre 1920 par le Congrès des métallurgistes et par référendum.

Ainsi prit fin ce qui aurait du être le commencement de la libération des travailleurs italiens.

Il n'est pas besoin de dire que si le gouvernement avait signé ce n'était que pour gagner du temps ; le projet dormit dans quelques dossiers poussiéreux comme il y en a tant dans tous les ministères bourgeois.

Piétro Nenni écrit dans un livre très intéressant : « la responsabilité de la C.G.T. fut grande, car si elle évita la révolution elle n'évita pas la réaction ». Ceci est d'ailleurs aussi vrai pour le syndicat que pour le P.S.I. Il y a, à la base, un manque de délimitation

entre les fonctions du syndicalisme et celles du parti. Le seul fait de poser la question d'attaquer l'Etat relève beaucoup plus de la prise du pouvoir et par conséquent du travail politique. Il ne faudrait pourtant pas croire que le syndicat doit se désintéresser du travail politique, au contraire. Malheureusement, beaucoup de camarades, en France, et particulièrement les anarchistes, font erreur en voulant que le syndicat fasse fonction de Parti.

Pour nous, communistes internationalistes, nous continuons à penser comme Lénine, que le syndicat est la principale école de politique pour le prolétaire, que c'est justement parce qu'il est une sorte d'école qu'il ne peut diriger la lutte émancipatrice pour la prise du pouvoir. Ce rôle ne peut donc être joué que par le Parti, qui est le noyau le plus éduqué de la classe ouvrière.

Une autre faute du P.S.I., ce furent les interminables discussions sur la manière de prendre le pouvoir quand une occasion inespérée s'offrait à lui.

(A suivre.)

LEURS GUEULES

ROCKFELLER

Versailles, Lyon, Paris ont mis leurs drapeaux en berne : leur bienfaiteur, l'homme aux 50 milliards, le roi du pétrole, le descendant (qu'il disait !) du premier roi d'Angleterre, le grand Ami de la France (sic !), John D. Rockfeller est mort et... enterré.

Tous les organes de la presse pourrie ont, bien entendu, célébré le miracle de ce gosse de paysans « parti de rien » et devenu « l'homme le plus riche du monde » ; mais aucun — encore moins « l'Humanité » — n'a démasqué ce gangster honorable et honoré qui, sur le tard, s'est composé une gueule de philanthrope.

Né en 1839. A huit ans crieur de journaux à 4 dollars par mois et devenu, à 16 ans, comptable à 25 dollars, Rockfeller comprend de bonne heure qu'un homme avisé tire bénéfice du travail des autres. En 1859, en Pensylvanie, jaillissent les premiers « geysers ». C'est la ruée vers les champs de pétrole et la production cahotique de milliers de prospecteurs. Celui qui organisera la nouvelle industrie et transportera le naphte dans les grands centres urbains sera le maître du pétrole. Rockfeller se met donc à la tâche. Tous les moyens lui sont bons : corruption, menaces, fraude, chantage. L'un après l'autre, ses associés sont débarqués par lui ! Il règne ! !

1877 : Construction du premier pipe-line.

1870 : création de la Standard Oil of Ohio après absorption de 250 petites compagnies. 1879 : il contrôle 90 % de la production pétrolifère des Etats-Unis et possède des mines de fer et de houille, des banques, des compagnies d'assurances, des chemins de fer, une flotte de 200 steamers, etc...

La loi Sherman contre les trusts ne fait que stimuler ses rapines. Il est l'homme le plus haï d'Amérique. Qu'importe !

On veut l'arrêter. Il se dérobe ! On dissout son trust. Il le reconstitue clandestinement grâce au « truc » des 33 sociétés filiales !

Mais il a atteint son maximum : en 1910, d'âpres dissensions minent son trust et, par ailleurs, Déterding (de la Shell) apparaît. Le gangster Rockfeller, devenu le plus riche homme « in the world » va désormais se défendre pied à pied. En même temps, au fur et à mesure qu'il vieillit, ce chrétien pratiquant va se faire ermite et philanthrope.

Un autre gangster, Carnegie, roi de l'Acier, avait cru devoir se faire pardonner ses rapines en consacrant 10 milliards de francs à des œuvres « altruistes ». Ce record, Rockfeller voudra le battre : il « donnera » 20 milliards de francs, lui ! (Il lui en restera encore 30 !).

A 97 ans, ce gangster rangé des voitures à bras vient de crever malgré tous ses milliards.

Si, grâce à la presse pourrie, ce magnat a pu passer aux yeux des foules abusées pour un grand philanthrope, en revanche, le prolétaire américain prouve actuellement par l'intensité de sa lutte contre les Fords et autres exploiteurs, qu'il n'est pas dupe des gestes « bienfaiteurs » et autres calculs de ses chefs d'industries.

LES JEUNES

Premier meeting dans le 19e du Front Révolutionnaire des Jeunes

MARDI 1er juin, le **Front Révolutionnaire des Jeunes du XIXe**, récemment constitué, organisait une réunino publique, rue de Flandre.

Un orateur de J.E.U.N.E.S. vint, au début de la réunion, exposer le programme de son organisation. Il traça un tableau détaillé de la crise mondiale et de l'anarchie capitaliste, enfonçant maintes portes ouvertes. Sa conclusion fut la suivante : « Nous sommes contre le capitalisme ; nous nous rallierons au Parti qui fera la Révolution ». Cette phrase éclaire bien le rôle de cette organisation. On y discute de problèmes économiques depuis longtemps mis en lumière et on attend les mains dans les poches que d'autres préparent, par un travail par trop dur, le renversement du régime. A d'autres la lutte contre le patronat, à d'autres le travail de propagande dans les casernes et les risques qu'il comporte, nous nous préparons « l'avenir ». En fait, ces bâtisseurs de société future font des plans sur la lune, et attendent qu'on déblaie le terrain pour eux. Pourtant ce ne sont pas seulement des utopistes. Ils se déclarent prêts à appuyer n'importe quel parti quelle que soit sa politique pourvu qu'il soit le « plus fort » dans le mouvement ouvrier. Déjà, maintenant, ils nous ont donné un petit exemple de leur « indépendance ». La réunion dont il s'agit ici devait être faite dans un autre café. Ils se sont mis en devoir d'alerter le patron de ce café contre nous et nous ont fait interdire la salle primitivement retenue. Nous connaissons depuis longtemps ces méthodes ; elles portent leur signature.

Le délégué des Jeunesses Socialistes Autonomes, le camarade Cerf, expliqua pourquoi son organisation ayant compris la grande farce du Front Populaire, avait rompu avec la S.F.I.O. Il donna quelques détails sur le caractère odieux du défilé stalino-réformiste que certains prennent littéralement pour un défilé de carnaval.

Notre camarade Morgat, au nom des Jeunesses Communistes Internationalistes, rappela brièvement le rôle de la Commune de 1871, son caractère de lutte prolétarienne, la première expérience de constitution de « Soviets » qui fut faite à cette époque. Il compara l'étranglement de la révolution espagnole voulue par les staliniens à l'aventure du P.C. chinois dans le Kuomingtang. Puis, en soulignant la faute des organisations révolutionnaires qui n'ont pas su se grouper au Mur pour organiser une manifestation révolutionnaire, contre celle des traîtres, rappelant également qu'aucune action efficace n'a pu être apportée par les révolutionnaires français à leurs camarades espagnols, il conclut en expliquant ce que devait être un front révolutionnaire de combat où une action même locale peut avoir une grande portée.

Un jeune anarchiste-communiste défendit la position anarchiste bien connue, depuis longtemps âprement discutée parmi les révolutionnaires, sur la formation du Parti révolutionnaire et sur la démocratie prolétarienne inexistante, selon eux au sein d'un tel parti.

Un bureaucrate stalinien du XIXe, invité à expliquer la politique actuelle de son Parti, ne sut apporter aucun argument contre tout ce qui fut dénoncé au cours de la réunion au sujet des trahisons staliniennes.

Le camarade Cogeot, des J.S.R., conclut par son exposé la réunion, attaquant principalement le Parti communiste et toutes ses trahisons successives.

En un mot, bonne réunion, où tous les présents écoutèrent avec attention.

Au cours de ces discussions, où chacun défend la position de son Parti, une même préoccupation se fait jour : combattre avec acharnement les organisations qui trahissent le prolétariat et l'entraînent dans l'union sacrée.

Ce premier effort doit être suivi d'une action coordonnée dans l'arrondissement.

Lettre de la Caserne

ANGEVILLERS. — 168e R.I.F.

Depuis un certain temps déjà, un mess-hôtel vient d'être construit pour les officiers du camp. Or, ces messieurs y ont une conduite inqualifiable qui nous révolte à juste raison, car ils s'y livrent à des orgies qui sont une honte et dont les éclats parviennent jusque dans nos chambres. Ces inutiles qui passent leurs journées à parader, sanglés dans de rutilants uniformes, éprouvent sans doute le besoin, le soir venu, d'un peu de détente. Ils se réunissent donc chaque soir dans ce mess, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il est très confortable, et là commencent les libations. Après s'être gavés de bons plats, tous ces sabreurs repus ne trouvent rien de mieux que de jeter contre les murs tout ce qu'ils ont de trop. Il n'est pas rare en effet d'y trouver du fromage ou des fruits. Ensuite, vient le tour du champagne qui coule à flots, cela va sans dire, ses effets ne tardent d'ailleurs pas à se faire sentir et aussitôt vides les bouteilles sont jetées par les fenêtres ou projetées elles aussi contre les murs, de nombreux trous y ont été relevés et cela atteste la véracité de cet écrit. Dernièrement, dans l'effervescence produite par la bonne chère et l'alcool, une table fut renversée et vingt-cinq coupes de champagne brisées. Il ne se passe pas un jour sans qu'il n'y ait d'assiettes cassées et souvent on ramasse dans la cour des débris de carafes jetées par les fenêtres. Ce sabbat est toléré !

Par contre, pour nous, il n'y a même pas de réfectoire, nous mangeons dans une cave insalubre, aérée seulement par des lucarnes. De plus, la nourriture est exécrable et souvent nous quittons nos tables sans avoir rien dans le ventre. Jeudi dernier, un des camarades faisant remarquer à l'adjudant que le fromage était moisi, s'est vu rétorquer par celui-ci qu'un bon fromage devait être moisi, or il s'agissait de camembert...

D'autre part, le pain nous est distribué avec une grande parcimonie (une boule pour huit hommes) et le même soir un autre camarade qui réclamait à voix haute un autre morceau de pain, en disant : « Nous demandons du pain », a été accusé par le même adjudant d'avoir formulé une revendication révolutionnaire. Cette G.D.V. lui a porté un motif et ce soldat a été puni de huit jours de salle de police en attendant mieux.

A chaque instant, les mêmes faits se reproduisent, l'injustice règne partout. Nous en avons assez des brimades de toutes ces brutes galonnées. Aussi avec ardeur nous continuerons la lutte contre l'armée bourgeoise et le régime qu'elle est chargée de défendre. Le Front populaire nous a trahis ! Ne comptons que sur nous-mêmes pour écraser la vermine fasciste ! A bas les deux ans ! Vivent les Comités de soldats !

Le capitalisme français réorganise la machine-à-faire-l'opinion-publique !

LA réorganisation de la presse pourrie marche à ce point tambour battant, que la physionomie des camps en présence change d'un numéro à l'autre (1). Cette semaine notamment, ux événements très importants nous oblint à allonger la partie de notre enquête nsacrée à la presse: nous voulons parler du el Huma-Popu relatif à l'augmentation du ix de vente des journaux, et, d'autre part, projet de loi sur la presse que discute acellement le Sénat.

Ces deux événements éclipsent, par leur rtée et leur signification, la parution du uveau quotidien l'Epoque, dernière création Kérillis, qui va grossir d'une petite, très tite unité, l'escadre des bâtiments du jourlisme pro-fasciste.

La bagarre à propos du prix des Journaux

L'existence des deux camps : consortium presse fasciste et consortium de presse tifasciste n'exclut nullement les divisions les luttes les plus âpres à l'intérieur de aque camp pour la prédominance d'inence grâce à la conquête de l'opinion puque de chaque bord.

Témoin le combat singulier de l'Huma et Popu, combat dont les péripéties auront ns doute été suivies par nos lecteurs.

L'administrateur de l'Humanité, M. Dorl, tente de justifier ses 30 centimes en se rvant d'une argumentation employée en 28 par le milliardaire Coty, argumentation i fut qualifiée de mensongère à l'époque, r M. Vaillant-Couturier. On se souvient ut-être de la démonstration péremptoire député-maire stalinien de Villejuif pour ouver qu'en vendant 10 centimes son Ami Peuple, M. Coty perdait des millions chae semaine.

Du coup, l'administrateur du journal conrrent, M. Gaillard (Popu), reprend à son mpte les arguments du Vaillant Couturier; défend son beefteak, ce brave Gaillard, ns vouloir faire de jeu de mots ! Sur un n aigre-doux et « contrairement à son haeude, il va jusqu'à discuter les chiffres du an de l'Humanité, sous-entendant que ce rnier pourrait bien être... truqué.

A quoi rime d'ailleurs ce rapport d'expertmptable ? Comme si les journaux étaient s entreprises gérées suivant les principes mmerciaux courants ! Comme si les deux compères ne pouvaient pas vider une bonne fois leur querelle :

M. Gaillard : Pourquoi l'Huma s'obstine-t-elle à ne pas consentir l'augmentation de dix centimes sans laquelle le Popu est lésé ?

M. Dorval : Pourquoi le Popu s'obstine-t-il à être si timide sur la question de la guerre et si hésitant en matière de politique intérieure ?

M. Gaillard : En pratiquant ce que j'appelle un « dumping », vous désirez gagner de nouveaux lecteurs que vous nous volerez... Est-ce préparer ainsi l'unité organique ?

M. Dorval : Bien évidemment, nous devons vous ravir des lecteurs effectifs ou possibles pour que cette unité se fasse sur les points de vue de M. Staline, notre chef génial et notre lord-« protecteur »...

Les choses en sont là. L'Huma ne semble pas décidée à reculer. Elle a porté cette « question de moralité » sur la place publique : il est logique qu'elle veuille en tirer le profit maximum...

Il y a même mieux : la manœuvre que vient d'esquisser la direction stalinienne concernant son journal d'adultes, elle va tenter de la dessiner également chez les jeunes.

L'Avant-Garde (l'arrière-garde serait plus exact !) demeurera à 0 fr. 30 pour « résister à la pression des trusts de presse » (sic !). De la sorte, la propagande stalinienne pourra pénétrer davantage les couches jeunes. Avant que l'Avant-Garde (qui n'a toujours fait qu'une bouchée du Cri des Jeunes) ait neutralisé les organes de la presse catholique (Sept et La Jeunesse Ouvrière) et annihilé l'influence éparse de la revue Jeunes, peut-être ne se passera-t-il pas tellement de temps ? Face à l'Avant-Garde, Doriot maintiendra l'organe de sa jeunesse, Jeunesse de France, pour la présentation duquel il fera maints efforts.

Il s'agit donc, on le voit, dans le camp des antifascistes de Front populaire, d'une offensive très nette et fort vigoureuse du parti stalinien pour mobiliser et attirer à lui — à son profit exclusif — le gros des troupes neuves du Front populaire.

C'est la suite de la politique, un moment abandonnée, du « Front des Français »...

⁂

Nous verrons, dans notre prochain papier, comment cette offensive a coïncidé avec une autre offensive — gouvernementale celle-là — dans le but de supprimer jusqu'au dernier vestige de presse révolutionnaire indépendante.

(1) Voir nos numéros 56 et 57.

la doctrine et l'histoire des Bolcheviks-léninistes

DANS nos précédents articles, nous avons montré les premiers jalons de la route des bolcheviks-léninistes et exposé à quelle monstruosité doctrinale la bureaucratie était parvenue (1). Venons-en maintenant à des événements d'une importance gigantesque où les deux routes divergèrent totalement.

L'Angleterre avait perdu, au cours de la guerre, sa première place dans le monde au profit des Etats-Unis. Le déclin de l'impérialisme britannique, s'il ne se poursuivait pas à un rythme accéléré, étant donné la puissance et les réserves de cet impérialisme, se produisait inexorablement ; et de grands conflits sociaux étaient inévitables. Cette thèse avait été développée par Trotsky dans son livre : « Où va l'Angleterre ? ».

Une poussée à gauche en Angleterre se traduit en 1924 par le premier ministère travailliste. Mais, en même temps, se produit aussi une poussée à gauche dans le mouvement ouvrier, dans les syndicats (Trade-Union) dont les dirigeants apprécient la température dans les masses. A la suite d'une délégation en U.R.S.S. des Trade-Union est constitué le « Comité anglo-russe » entre les Trade-Union et les Syndicats de l'U.R.S.S.

Formellement, au début, ce Comité a pour but de travailler au rétablissement de l'unité syndicale internationale. Sur ce plan, la création du Comité anglo-russe était une mesure qui pouvait être utile au développement de la politique révolutionnaire en Angleterre et dans le monde.

Mais la direction de l'Union soviétique, dont l'orientation se trouvait définie dans la théorie du « Socialisme dans un seul pays », entendait donner et fit donner au Comité anglo-russe d'autres objectifs. C'était un bloc entre syndicats révolutionnaires et syndicats réformistes pour un objectif précis, défini, limité ; la direction du Comintern, avec Staline et Boukharine, le transformèrent en mouvement large de la classe ouvrière, contre la guerre impérialiste en général, plus particulièrement contre une intervention de l'impérialisme anglais contre l'U.R.S.S. Ce Comité devait devenir le « Centre d'organisation qui engloberait les forces internationales du prolétariat pour lutter contre toute tentative de la bourgeoisie internationale de commencer une nouvelle guerre. »

Les bolchevistes léninistes d'U.R.S.S. dénoncèrent aussitôt cette conception profondément erronée. Car il ne s'agissait plus de dire aux ouvriers : nous, révolutionnaires, avons passé un accord avec les dirigeants réformistes britanniques pour réaliser l'unité syndicale ; il s'agissait désormais de dire : ouvriers, avec les dirigeants des Trade-Union, avec les Purcell, Cook, Hicks, a été créé un centre de résistance à l'impérialisme. Au lieu d'un accord pratique, limité et précis, parce que limité, les dirigeants staliniens avaient passé un bloc politique sans engagement précis.

Ce bloc devait montrer sa nocivité plus particulièrement en 1926 quand la grève des mineurs se développa en grève générale du prolétariat anglais. Le capitalisme britannique se trouva acculé à une situation quasi-désespérée ; il ne fut sauvé que par l'intervention des dirigeants des syndicats anglais, qu'ils fussent de droite ou de gauche, pour faire refluer le mouvement, pour ne laisser dans la lutte que les mineurs seulement, qui, finalement, purent être écrasés par leur patronat.

Pendant cette période de lutte aiguë, le Comité anglo-russe ne fonctionna pas, les syndicats ne dénoncèrent pas la trahison des dirigeants des trade-unions, subirent, sans broncher, de ceux-ci, le refus de l'aide financière envoyée aux mineurs anglais, comme ils subirent plus tard l'inaction des trade-unions lors de l'agression de la représentation commerciale soviétique à Londres par la police. Le Comité anglo-russe devait servir de centre de lutte pour la défense de l'U.R.S.S. !

Le Comité anglo-russe servit aux dirigeants réformistes anglais pour combattre la minorité révolutionnaire, lui opposant l'attitude des bolcheviks russes qui avaient reconnu en eux « les seuls représentants et porte-paroles du mouvement syndical », qui avaient accepté de « ne violer ni restreindre les droits et l'autonomie des organes dirigeants du mouvement syndical dans leurs pays respectifs, ni d'intervenir d'une manière quelconque dans leurs affaires nationales ».

Le Comité anglo-russe ne servit ainsi en rien la cause de la révolution prolétarienne, et il fut rompu en avril 1927, à la Conférence de Berlin, par les dirigeants britanniques qui n'en avaient plus besoin.

Cette trahison stalinienne devait avoir son pendant en Chine presque à la même époque ; c'est ce que nous montrerons dans le prochain article.

(1) Voir « la Commune », numéros 47, 51, 54 et 57.

Chronique Syndicale

Un an après...

On n'ose guère, parmi les dirigeants de la C.G.T., faire un véritable bilan de la dernière année. Ils peuvent évidemment aligner les millions de syndiqués nouveaux, mais ils savent bien qu'ils sont pour pas grand'chose dans cet afflux d'adhérents et ils savent surtout que cela leur vaut très souvent des heures embarrassantes par les nouveaux syndiqués à qui Belin estime nécessaire de faire « entendre l'avertissement de leurs aînés ».

Si ce bilan ne peut être dressé par Jouhaux et ses acolytes récents ou anciens, c'est parce que ,depuis le splendide mouvement de juin 1936, ils ont tout fait pour briser l'élan et la puissance de la classe ouvrière, pour ravaler sa volonté d'émancipation à une querelle juridique avec le patronat et ses larbins à la Lignoux, querelle dans laquelle eux seraient les sages avocats de la classe ouvrière.

Après la grève de juin, la classe ouvrière avait commencé à digérer sa victoire, elle prit ses vacances ; mais elle ne tarda pas à s'apercevoir au retour que les patrons n'étaient pas disposés à tenir leurs engagements, qu'ils cherchaient à reprendre en détail ce qu'ils avaient lâché par peur, qu'ils pratiquaient la hausse systématique des prix. Le souvenir de la lutte était très frais, des occupations se produisaient encore. Le gouvernement de Front populaire décida d'interdire les occupations d'usines et la direction de la C.G.T. accepta. Elle proposa en outre l'arbitrage obligatoire, ce qui était une restriction du droit de grève, un moyen de suppression de nombreuses luttes.

Et, systématiquement, l'appareil syndical s'efforça de détourner l'attention des ouvriers de leurs revendications pour les absorber avec des fêtes, des manifestations décoratives, etc...

Sous la pression des ouvriers qui manifestèrent à nouveau fortement leur volonté lors des fusillades de Clichy, le gouvernement dut accorder rapidement à une quantité de catégories, les quarante heures par semaine, sous la forme de cinq journées de huit heures. Mais la grande bourgeoisie poussa les hauts cris, on allait tuer le petit commerce (qu'elle préfère achever elle-même), on allait compromettre l'Exposition. Et les dirigeants syndicaux, les ex-confédérés tout comme les staliniens, au nom de l'alliance des ouvriers avec les classes moyennes, ont fait imposer aux travailleurs le roulement sur six jours, c'est-à-dire ont donné aux patrons un moyen de revenir sur la semaine de quarante heures.

Enfin, les contrats collectifs arrivaient à expiration pour un grand nombre d'industries, pour des catégories aussi décisives que les métallos de la région parisienne. Là encore l'Exposition fut l'argument suprême pour imposer aux ouvriers de cesser de revendiquer, pour leur faire avaler une reconduction des accords anciens, sans tenir compte de la montée du coût de la vie, sans aucune garantie contre l'offensive patronale, les débauchages massifs, les lock-out qui se préparent.

La victoire de juin 1936 tourne en une semi-défaite des ouvriers parce que, depuis, ils ont cessé de pratiquer l'action directe et ont remis leurs intérêts entre les mains d'un appareil qui met plus de soin et de vigilance à veiller sur le trésor de la Banque de France.

∴

L'appareil syndical semble disposer en toute quiétude de l'organisation. N'a-t-il pas pu retarder le Congrès, sans fixer de date ou de modalité de convocation ? Ne rencontre-t-il pas qu'une opposition très faible, très fragmentée ? Cela est malheureusement trop vrai, et l'appareil syndical constitue, avec celui du parti communiste, les deux plus gros obstacles contre-révolutionnaires dans le mouvement ouvrier.

Toutefois, si puissant que soit cet appareil syndical, si étendues que soient ses ramifications, il n'a aucun pouvoir magique pour supprimer ou atténuer les contradictions présentes, pour rendre au régime démocratique une vitalité qu'il n'a plus, pour dissiper les antagonismes de classe aux points les plus sensibles, aux centres de l'exploitation capitaliste, à l'entreprise. C'est là que viendra se briser l'appareil syndical, c'est là que se développera la puissance prolétarienne. C'est là que les militants révolutionnaires doivent centrer leurs efforts, préparer les conseils d'entreprises pour instituer le contrôle et la gestion de celles-ci par la classe ouvrière.

LES LIVRES

Nous rappelons à nos camarades que nous sommes à même de leur fournir tous les livres ou brochures qui les intéressent. Nous insistons encore pour que les camarades s'approvisionnent à notre service de librairie. Par ce moyen, ils aident notre organisation en fortifiant notre moyen de propagande. Nous nous tenons à la disposition des camarades à notre local, au 66, faubourg Saint-Martin, tous les jours de 18 heures à 20 heures. En ce qui concerne nos camarades de province, nous sommes à même d'exécuter toute commande dans les vingt-quatre heures. La commande doit être accompagnée du montant majoré de 10 % pour frais d'envoi.

Bulletin d'Abonnement à la "Commune"

Nom et prénom _____

Adresse _____

souscrit un Abonnement de	3 mois	5 fr.
	6 mois	10 fr.
	1 an	20 fr.

et adresse le montant au compte postal Brausch 1773-07, Paris
66, faubourg Saint-Martin

LE COIN DU PROLO

St-Denis

MEETING DU PARTI DU PEUPLE ALGERIEN

Notre Parti avait délégué un camarade à ce meeting (mercredi soir au Cinéma Chabrol), pour apporter aux travailleurs algériens l'expression de notre solidarité révolutionnaire.

Les organisateurs du meeting ne firent aucune difficulté pour accorder la parole à notre délégué qui, approuvé par l'auditoire, démontra rapidement toute la duplicité de la politique coloniale du Front populaire. Après quoi, il démasqua les positions « impériales » du fasciste Doriot et du stalinien Thorex et conclut à la nécessité pour les travailleurs algériens de lier leurs luttes à celles des travailleurs métropolitains en direction de la révolution prolétarienne internationale, seule voie pour eux de trouver vraiment leur indépendance.

Chez les coiffeurs

LEUR CHANT DE VICTOIRE

Le « Réveil des Coiffeurs », journal patronal, entonne un chant de victoire : « La C.G.T. est vaincue par notre action »... et de faire l'apologie de « la vaillance patronale ». Quel courage, en effet, que de rester dans « sa » boutique sous la protection de la police et de recevoir les délégués avec des haches ou des revolvers. Les habiles manœuvriers Bagnaud et Touzet ont réalisé l'unité patronale dans la lutte contre les ouvriers. Nos responsables syndicaux, par leur politique d'hésitation et de reptation menée devant le patronat, sous prétexte de défense professionnelle, et devant le gouvernement et les pouvoirs publics, sous prétexte de « pause » et de trêve de l'Exposition, n'ont pu réaliser l'union des ouvriers coiffeurs et ont préparé l'échec actuel lourd de conséquences.

Ouvriers coiffeurs, vous ne devez pas, par découragement, quitter le syndicat, vous devez y rester, mais en combattant les responsables et en imposant le redressement nécessaire pour venger notre défaite.

EDUCATION SOCIALISTE

A Clichy et à Puteaux, deux patrons coiffeurs, membres du Parti socialiste, employaient cinq ouvriers membres aussi du Parti socialiste. Or, ces deux patrons ont refusé de donner à leurs ouvriers les avantages que notre syndicat réclamait, et comme ils avaient suivi l'ordre de grève, ils ont été purement et simplement licenciés. L'on peut être « socialiste », mais l'on est avant tout patron.

Mais que pense de cela le Parti socialiste, qui chasse de ses rangs les vrais révolutionnaires ?

Signalons à nos lecteurs Clichois que nos camarades coiffeurs licenciés ont monté un salon rue Martre, chez Luc. Aidez-les !

Dans le taxi

Le patronat relève la tête, il a enfin la possibilité de faire peser sur le chauffeur la menace du chômage qui croît dans notre corporation, le mécontentement se développe ; les gars commencent à comprendre qu'ils n'ont pas à être les auxiliaires des règlements mais à unir leurs forces pour arracher un salaire fixe comme les autres exploités. la direction syndicale est aux prises avec toutes les contradictions de son système, elle transforme le syndicat en auxiliaire du loueur de voitures au lieu d'en faire un instrument de lutte.

Pour l'anniversaire de l'occupation des Usines, il faut lire :

P. FRANK

FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES?

Dormoy compère de Doriot

Un vif incident s'est produit hier, à 16 heures, dans les couloirs de la Chambre, entre MM. Marx Dormoy et Jacques Doriot.

Le député de Saint-Denis devisait avec quelques journalistes dans la salle des Quatre-Colonnes quand survint M. Marx Dormoy, accompagné de MM. Lussy, Thimler et plusieurs attachés de cabinet .

Le ministre de l'Intérieur, sur le mode badin, salua l'homme qu'il avait révoqué la veille par décret.

— Merci pour la « Liberté », lança M. Doriot.

M. Dormoy s'avança, la main tendue :

— Tu peux quand même me serrer la main, dit-il.

M. Doriot recula et, adossant sa haute stature au socle d'une colonne, il eut cette réplique sanglante :

— Je ne serre pas la main de ceux qui sont injustes avec moi.

Alors s'engagea le dialogue suivant, devant une trentaine de journalistes aussi muets qu'attentifs.

M. Dormoy. — Tu peux au moins continuer à me tutoyer...

M. Doriot. — Je n'ai plus à vous tutoyer. Comment accepteriez-vous d'être tutoyé par un maire concussionnaire et prévaricateur ? Vous seriez déshonoré.

M. Dormoy. — Je n'ai jamais dit que vous fussiez concussionnaire ni prévaricateur, j'ai simplement constaté que vous aviez toléré, dans votre mairie, certaines pratiques interdites par la loi.

M. Doriot. — Je vous remercie et j'enregistre que vous ne faites pas vôtre la thèse de l' « Humanité », qui réclame ma révocation depuis six mois en me traitant de voleur. Moi, je ne vous ai jamais rien demandé, sinon la liberté de réunion.

M. Dormoy. — Vous l'aurez. La preuve, c'est que, ce soir, personne ne vous empêchera de parler à Saint-Denis.

M. Doriot. — Il ne manquerait plus que cela! N'empêche pas que vous m'avez interdit plus de 150 réunions.

M. Dormoy. — Parce qu'elles risquaient de troubler l'ordre public.

M. Doriot. — L'ordre public n'est troublé que par vos amis!

M. Dormoy. — Ou par les vôtres...

M. Doriot. — Vous avez été incapable de le démontrer; incapable d'en apporter les preuves à la tribune.

M. Dormoy. — Je suis prêt à ouvrir un débat là-dessus...

(« Le Jour », 28 mai 1937.)

Note de la Rédaction

Nous remettons à la semaine prochaine la publication de la liste des souscriptions de cette semaine qui a été égarée à l'imprimerie.

Faute de place, nous remettons la publication de la « Vie du P.C.I. ».

∴

Des lecteurs s'étant étonnés que les articles ne soient pas signés, nous rappelons que c'est par décision du Comité Central, le journal étant l'expression du travail collectif de l'organisation.

Les vieux Travailleurs

Si les élections de mai 1936 ont ouvert les avenues du Pouvoir au gouvernement de Front populaire, pour réaliser les aspirations des classes laborieuses, celles-ci peuvent constater que le « respect de la propriété privée », protège et perpétue le patronat de droit divin. Comme sous les gouvernements précédents, ces 200 familles — et leurs milliers de satellites — emploient un prolétariat qu'ils rémunèrent toujours suivant les normes capitalistes. C'est-à-dire qu'ils allouent un salaire dont le pouvoir d'achat est juste suffisant pour permettre aux travailleurs de récupérer leurs forces physiques dépensées au travail, d'élever des enfants qui assureront la continuité d'une main-d'œuvre bon marché et assureront le remplacement d'une génération dès que celle-ci ne pourra plus soutenir la cadence accélérée de la production moderne.

Ainsi, le travailleur qui atteint la quarantaine est éliminé de la production active sous divers prétextes. Une fois en chômage, il lui est généralement impossible de retrouver un emploi. Même en ce moment, malgré une légère reprise économique, il est facile à l'employeur d'embaucher de préférence parmi « l'armée des sans-travail » un être jeune aux reflexes rapides, qualités requises pour l' « homme-chaine ».

LA RETRAITE

Pour ces travailleurs, qui sont, ou demain seront rejetés de la production après avoir consacré leur dure existence au service d'une société dont tout le profit sert à enrichir une minorité d'exploiteurs, un angoissant problème social reste posé. Pour que ces travailleurs qui se débattent avec la misère ne soient plus à la charge de leurs familles, ne soient plus victimes des tracasseries des bureaux de chômage, des humiliations des bureaux de bienfaisance. Pour qu'ils ne soient plus abandonnés à la charité privée ou officielle, il faut instituer une retraite des vieux travailleurs qui soit un droit acquis après une vie laborieuse pour vivre décemment.

POUR LA VIE : RIEN !

Cette revendication n'est pas nouvelle. Elle est insérée dans le programme Front populaire. Aussi chacun s'attendait à l'adoption rapide de ce projet de loi. Hélas,! il fallut vite déchanter. Ce projet vint en discussion dans le budget de la session de fin d'année 1936. A l'unanimité, la Chambre le renvoyait sous prétexte que les trois milliards et demi nécessaires déséquilibreraient le budget!

POUR LA MORT : 14 MILLIARDS !

Par contre, à quelques jours d'intervalle, dans la même session, les bulletins de toutes les traées se joignirent — staliniens y compris — pour adopter une tranche supplémentaire de quatorze milliards au profit du budget de la « Défense nationale » ? Duclos prit la parole pour justifier cette nouvelle augmentation en faveur des œuvres de mort.

PARJURES ?

Ainsi, ces élus qui se réclament du peuple n'hésitent pas, au nom des « intérêts de la nation », à prendre position en faveur des « 200 familles » profiteuses des œuvres de mort au détriment des trois ou quatre millions de vieux travailleurs de qui ils détiennent leurs mandats.

DEMAGOGUES ?

Le « Parti communiste français », qui ne regarde pas à une volte-face près et dont la fourberie est tout un programme, fit un demi-silence sur ce vote, pour depuis quelques mois devant la poussée de mécontentement qui s'élève chez les « vieux » reprendre à son propre nom cette revendication.

Ce mécontentement se développa à la suite d'un discours radiodiffusé du président du Conseil du 6 mars 1937, où il fit appel au concours des financiers pour un emprunt au profit exclusif du budget des œuvres de destruction et là, il s'engageait, pour ne pas aggraver le déficit, à échelonner le plan des grands travaux et à n'accepter aucune charge nouvelle en faveur d'œuvres sociales.

Dans un discours plus récent, à la Chambre, le 7 mai 1937, Blum vient de dresser un nouveau barrage à cette revendication. Il rappelle qu'il est impossible de disposer de 3 milliards et demi de recettes pour une retraite de 2.400 fr. à 60 ans, « mais si la majorité de la Chambre estime qu'il faut faire quelque chose qui pût entrer dans le cadre du programme commun, je suis convaincu qu'il faut modifier profondément les projets actuels et les ramener, en ce qui concerne l'âge et le taux de manière à établir un chiffre plus équitable... » ?

APRES LES SALAIRES DE FAMINE, UNE RETRAITE DE FAMINE

Ainsi une retraite de 6 fr. 87 par jour à partir de 60 ans pour des travailleurs qui se sont usés au service du patronat est une chose monstrueuse. Aussi le Président du gouvernement Front populaire propose de la ramener à un « chiffre plus équitable » en ce qui concerne l'âge et le taux » qu'il ne précise d'ailleurs pas, mais que l'on comprend devoir être de quelques francs à partir de 65 ou 70 ans.

Pourtant cette retraite de 6 fr. 87 est inférieure à l'allocation de chômage que tous s'accordent à reconnaître insuffisante pour vivre sans tendre la main. D'autant plus insuffisante que le coût de la vie continue à suivre sa course ascendante. Allouer une retraite à partir de 65 ans, c'est se désintéresser du plus grand nombre des travailleurs évincés de la production depuis qu'ils ont atteint 40 ou 45 ans. C'est, faute de revenu stable, les condamner, les livrer à la misère et c'est certes un moyen efficace pour que la maladie, qui trouvera un terrain propice par les privations qu'on leur impose, les mine et les fasse disparaître rapidement dans la tombe. Ainsi, seule une infime partie atteint l'âge de 65 ou 70 ans. C'est bien dans l'ordre capitaliste! La bourgeoisie n'a pas intérêt à nourrir ceux qui ne peuvent plus la faire vivre.

Pour que cette retraite soit une amélioration du sort des « vieux » il faut qu'elle atteigne un minimum égal à celle des travailleurs des administrations publiques : 6.000 fr., qu'elle soit accordée à l'âge où le travailleur est rejeté définitivement de la production.

Marseille

Le lock-out de Printafix, dont nous parlions ici, a fini, comme nous l'avons prévu, par une défaite ouvrière. Le protocole de conciliation signé par la C.G.T. reconnaissait les renvois des employées ; il se contentait seulement de dire que si Printafix réembauchait, les employées licenciées auraient droit à la priorité, ce qui signifiait, en fait, condamner les camarades licenciées au chômage définitif; enfin, comme aumône, le personnel licencié devait recevoir une « indemnité de compensation » — dont le taux n'a pas été fixé, et dépendait uniquement du patron ! — Malgré l'indignation des ouvriers et des employés devant un tel scandale — les ouvriers n'ont pas besoin d'aumône, ils luttent pour leurs droits ! — les bonzes syndicaux ont donné l'ordre d'accepter, ce qui fut fait.

Ce n'est pas tout. Cinq jours après la reprise du travail, la direction de Printafix embauchait de nouvelles employées, violant ainsi cyniquement l'accord. Les dirigeants syndicaux ne firent absolument rien contre ce scandale : ainsi on a abouti à une humiliation inouïe de la classe ouvrière et on a aggravé la défaite. Les dirigeants syndicaux Gabrielli, Bastellica et compagnie ont sciemment trahi, conduit les employées de Printafix à la plus humiliante des défaites, se sont fait complices de l'arbitraire patronal.

Employés et employées de Printafix, vous devez réfléchir à tout cela, malgré l'état actuel des choses où vous êtes trahis par vos dirigeants bureaucrates syndicaux qui vous ont abandonnés au bon vouloir du patron, vous devez ne pas perdre l'espoir, mais vous préparer aux luttes prochaines : pour cela, vous n'accorderez plus de confiance aux bonzes traîtres et complices du patron. Exercez un contrôle permanent sur chaque élu du Syndicat. Groupez-vous au sein de la C.G.T. dans des fractions de lutte de classe. Souvenez-vous que, seuls, les « trotskystes » vous ont défendus contre les trahisons. Venez avec nous, pour la lutte implacable. (Permanence du P.C.I., à Marseille : les lundis à 18 h. 30, Bar « Chez Vous », 29, rue Châteauredon, angle cours Lieutaud).

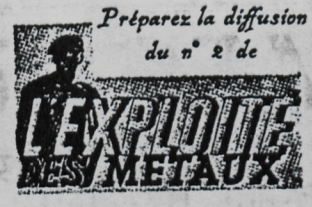
Le mercredi 26 mai, l'Union Départementale des Syndicats avait convoqué les ouvriers à un meeting derrière la nouvelle Bourse, sur les terrains Saint-Charles. Il était entendu que ce meeting, dirigé contre les patrons et la police marseillais, devait se terminer par un défilé imposant à travers la ville. Mais le préfet dût demander aux chefs syndicaux de ne pas manifester car les orateurs du meeting déclarèrent que ce n'était pas la peine de défier et conseillèrent aux ouvriers de rentrer chez eux « dans le calme et la dignité ». — Mais les prolos, qui s'étaient dérangés des coins les plus extrêmes de la ville pour venir crier leur haine aux patrons provocateurs et à leur police, furent estomaqués de cette décision nouvelle. Ce fut un beau toilé ! Tous ensemble crièrent : « Défilé ! Défilé ! », coupèrent la parole à l'orateur vasouillard. Malgré cela ils ne purent décider les bonzes à organiser la manifestation.

Mais beaucoup d'entre eux purent clairement constater à quel point les dirigeants syndicaux se moquent de leurs désirs légitimes. Nedille préfère de beaucoup s'entendre avec le Préfet, chez lequel il a coutume de se rendre tout seul, à une politique révolutionnaire.

Tendez la main aux bourgeois et aux fascistes, comme votre ami Dormoy, Messieurs les soi-disant communistes : les ouvriers se rendront compte un jour qui n'est pas loin de vos trahisons et vous balaieront comme fétus de paille.

La semaine prochaine
2 pages spéciales de La Commune seront réservées à l'Effort des métaux

Préparez la diffusion du n° 2 de



Pour que cette retraite devienne une réalité, il faut que les travailleurs jeunes et adultes appuient et reprennent à leur compte cette revendication, qui serait la leur demain. Que, dans les meetings, dans les manifestations, ils soient à côté des anciens pour réclamer et arracher ce droit à la vie. Que, dans leurs organisations respectives : Socialistes, Staliniens, Syndicalistes, s'élèvent contre le vote de leurs députés, et dénoncent la politique qui consiste à abandonner toute revendication ouvrière portant atteinte aux dividendes capitalistes, pour conserver l'appui parlementaire des radicaux.

P. S. — Samedi 22 mai, les vieux travailleurs étaient appelés à manifester aux Tuileries en faveur de leur retraite. Malgré le silence de l' « Humanité » et du « Populaire », en faveur de cette démonstration et l'interdiction de la Préfecture, 500 vieux travailleurs se trouvèrent sur les lieux où ils furent dispersés par les flics comme sous tout autre gouvernement capitaliste.

Aucune protestation dans l' « Huma » et le « Popu ». Le succès de l'Exposition exige l'ordre dans la rue !

La manifestation officielle au Mur des Fédérés

Déjà depuis des semaines, « l'Huma » et « le Popu » s'envoyaient des mises au point, remises au point et remises au point pour revendiquer, chacun pour soi, la primeur de la tradition du défilé au Mur. Histoire de cabale peu importante entre les deux bureaucraties pour conserver leurs prestiges auprès de leurs bases.

On a interdit, d'une façon hypocrite, la manifestation rouge que nous avions voulu faire au Mur et on a appelé des bourgeois tricolores comme les officiers de réserve républicains. Mais voyons donc la manifestation elle-même et parcourons un peu le cortège.

En tête, arrivent naturellement messieurs les bureaucrates en chef : C.C. du P.C., C.A.P. du P.S., groupes parlementaires avec écharpes tricolores, C.A. de la C.G.T., tous présents au grand complet (ne citons pas de noms, ce serait gâcher de la place).

On n'a pas oublié, cette année, de leur monter une vaste tribune surmontée, bien entendu, des drapeaux de la « République française ». Les communards ont une chance, c'est de ne pas voir toute cette pourriture.

Continuons. Après les groupes d'enfants, ce sont les anciens combattants qui arrivent avec de nombreuses loques tricolores. N'ont-ils donc pas encore compris ?

La dégénérescence des staliniens est bien complète ; elle s'étend sur tous les plans. Ainsi ils ont bien soigneusement séparé les « Jeunes Filles » des jeunes gars et ont fait défiler les premières dans le groupe des femmes. Ah ! que c'était beau ; Cachin pleurait d'émotion, comme à Strasbourg, et le lendemain, il parla encore dans « l'Huma » de ces Jeunes Filles de France qui défilaient en robe blanche comme à leur première communion, avec de petits fanions bleus et rouges dans les mains, en chantant : « Nous rions de nous voir si belles ».

Cela change quand nous voyons nos jeunes camarades de la **Fédération des Pionniers Rouges.** Juchés sur un tombeau formant tribune, ils lancent courageusement, pendant six heures, des mots d'ordre, chants et chœurs parlés révolutionnaires, parmi la foule des travailleurs qui passe. Quand ils clament :

« Le sang des Communards a noyé à jamais le bleu et blanc du drapeau tricolore. Relevons le drapeau rouge de la Commune ressuscitée », les travailleurs comprennent qu'il s'agit là de jeunes qui ont une autre conscience et une autre volonté. Aussi quelques staliniens zélés crient « A bas les Trotskystes ! ». Ils sont vite remis en place.

Et le défilé continue, les travailleurs de Seine-et-Oise, les Syndicats des travailleurs passent en criant : « Les Soviets partout ! ». Les Duclos, Thorez et autres ne doivent pas faire bonne mine. Le groupe des Syndicats semble ne pas devoir se terminer, tellement il est long.

C'est aux cris de « Unité de la jeunesse » que la Jeunesse (qui fut) communiste défila. Un membre de leur service d'ordre arracha un paquet de tracts à une camarade des Pionniers Rouges, probablement pour appuyer leur mot d'ordre. La J.S. officielle suit, plus piteuse que jamais dans un silence complet « par respect aux morts ». Remarquons encore les J.S. autonomes qui scandent « Les prolétaires n'ont pas de patrie ».

Devant la porte du cimetière, grand rassemblement : ce sont les camarades anarchistes à qui les staliniens veulent empêcher de vendre « Le Libertaire ».

Lyon

Il y a trois ou quatre semaines, les hommes de Doriot ont tenté, pour la première fois, de diffuser leur pourriture, place du Pont, en plein quartier ouvrier. Le Parti communiste qui a, dans ce coin, une grosse influence et de nombreux adhérents, n'a rien fait pour les chasser. Samedi passé, les fascistes, encouragés, revenaient en nombre et criaient bien fort leurs torchons anti-ouvriers. Nos camarades du P.C.I., qui vendaient « la Commune » et les anars, avec « le Libertaire », se portèrent au devant des fascistes et commencèrent à les accompagner en les traitant comme ils le méritent. Bientôt, la foule hostile des prolos encercla les fascistes qui n'en menaient pas large, mais persistaient à vendre leurs canards.

La colère ouvrière montait. A ce moment, le patron d'un café voisin alerta la police qui, sans doute pour s'éviter des histoires, dissuada les provocateurs de narguer plus longtemps les ouvriers. Les fascistes s'enfuirent, sous les huées. Mais, bientôt après, ils revenaient. Cette fois, ils ne durent qu'aux flics de n'être pas écharpés. Ils se réfugièrent dans un bistro que la foule assiégea aussitôt en manifestant sa haine du fascisme et au chant de l' « Internationale ».

Mais, à ce moment, intervint Brun, le député stalinisté qui, avec ses habituels boniments, tenta de faire disperser la foule. Nos camarades du P.C.I., les anars, les camarades du P.O.I., qui s'étaient joints à la bagarre, s'opposèrent vigoureusement à la capitulation, approuvés par la grande majorité des ouvriers présents et la démonstration continua, vigoureuse, jusqu'à ce que les fascistes s'enfuient, pour de bon cette fois.

Une fois de plus, l'attitude de Brun, l'un des leaders du P.C. à Lyon, nous démontre la trahison du parti communiste. Il osa, après l' « Internationale », demander aux prolos en lutte de chanter la « Marseillaise ». Il fut fraîchement reçu et l'on n'entendit pas l'hymne des Versaillais. Il argua aussi de ses responsabilités, à quoi un de nos camarades du P.C.I., s'adressant à la foule, répondit que chaque prolo a la responsabilité de sa peau et que, pour se défendre, il fallait former les milices ouvrières.

Brun dit aussi qu'il fallait éviter les bagarres avec « nos amis de la police », mais la foule n'eut qu'un cri : « Et à Clichy ! ». Finalement, il déclara aux policiers : « Faites ce que vous voudrez, moi, je vais boire un bock ».

De tout cela, un enseignement impérieux et précis se dégage : la nécessité du front révolutionnaire pour l'action directe contre le fascisme. Il s'est réalisé spontanément, ce front, dans la lutte et il a entraîné la masse. Il faut, sans tarder, l'organiser. Tous les révolutionnaires, quelle que soit leur tendance, ont une grosse responsabilité. A eux d'y faire face.

∴

Les exploités de Gillet continuent la lutte et occupent toujours ses deux usines. Mais le conflit risque de s'éterniser et Gillet, lui, peut attendre longtemps. Nous devons dénoncer le syndicat du Textile qui, selon ses propres déclarations, est « pour la localisation du conflit » et a fait l'impossible dans de nombreuses réunions d'usines pour inciter au calme et à la discipline, les ouvriers qui sentent la nécessité d'aider leurs camarades par une grève généralisée. A des délégués d'usine venus demander au syndicat s'ils devaient faire cesser le travail, les responsables répondirent qu'il ne fallait pas envisager l'extension du mouvement mais seulement intensifier l'aide matérielle. Malgré tout, la poussée ouvrière s'accentue et le syndicat devra bien finir par exécuter la volonté des prolétaires du textile.

En avant ! ouvriers du Textile. Le patronat ne reculera que devant votre action directe et votre volonté farouche de maintenir et d'élargir vos conquêtes de juin 1936. Gillet prétend qu'il n'a plus de travail et que là est la cause des renvois qu'il a effectués. Alors ! imposez le contrôle ouvrier sur les affaires du patronat. Contrôle exercé par les Conseils d'usines, élus par les ouvriers de l'usine et responsable devant eux. Là est le chemin de la victoire.

∴

A la confiserie Lamy, les grévistes rentrent dans leur trente-quatrième jour de lutte. Toutes les manœuvres du patron pour briser la grève et faire travailler des jaunes se sont brisées devant la volonté des ouvriers qui ont voté, à l'unanimité, la continuation de la lutte. La solidarité matérielle joue en faveur des camarades en lutte. Mais le Comité d'action de l'alimentation, qui groupe plus de vingt syndicats, ne devrait-il pas organiser l'agitation parmi tous les travailleurs de l'alimentation, par meetings d'abord, puis par la grève si c'est nécessaire ? C'est le respect du droit syndical que défendent les camarades de chez Lamy et leur échec serait l'échec de tous les exploités de l'alimentation.

∴

Les ouvriers de la maison de meubles Coucheroux continuent, eux aussi, la lutte. C'est la police du Front populaire qui, après avoir protégé le patron pendant qu'il faisait sortir ses meubles, a fait évacuer l'usine. Deux copains du P.C.I. ont discuté avec les camarades du piquet de grève sur la situation actuelle et les moyens de venir à bout du patronat. Les gars sont pleins d'ardeur et sont disposés à tenir le coup jusqu'à la victoire.

LES PROLOS "DISCUTENT"

— Tu me fais tordre avec tes mots d'ordre : « Bâtis ton Soviet - Arme ton Soviet - Unis tes Soviets » !

— Pourquoi te marrer ? vous l'avez assez scandé : « Les Soviets partout ! ».

— Oui, mais c'était une autre époque, on n'avait pas un gouvernement de Front populaire...

— Il y a un an, tu appelais la combinaison avec les radicaux un premier pas, maintenant tu patauges dans ton alliance, tu rigoles quand nous te proposons un second pas !

— Avant d'aller plus loin, il faut unir, unir, ce n'est qu'après qu'on fera les Soviets.

— C'est formidable. Pour toi, quel est donc le sens de « les Soviets partout ! ».

— Cela équivaut à la Révolution.

— Tu mettais peut-être ce contenu dans ce mot d'ordre, mais en réalité, bâtir un Soviet, c'est créer l'organisme modèle où sont unis les exploités ,les artisans, à l'exception des exploiteurs.

— Mais il y a les Syndicats ; vous n'êtes jamais contents de ce qui existe, vous voulez toujours faire quelque chose d'autre.

— Pourquoi scandais-tu « les Soviets » si les Syndicats suffisent ?

— Nous n'avions pas une C.G.T. unique et forte.

— Alors, d'après toi, la C.G.T. englobe tous les exploités ?

— Elle a cinq millions de membres.

— Mais, mon vieux, il y a, en France, 30 millions d'ouvriers, d'employés, d'artisans, de paysans-travailleurs, de soldats.

— Mais la C.G.T. progressera encore.

— En l'admettant pour faciliter notre discussion, car la C.G.T. ne peut englober toutes les catégories sociales, les Syndicats ont un rôle important. Mais tu sais bien que même si leur orientation était juste, ce ne sont pas les organes de la prise du pouvoir.

— Toujours la prise du pouvoir...

— Mais quel est notre but, à toi comme à moi : suprimer l'exploitation de l'homme par l'homme ?

— Pour ça, d'accord !

— Or, mon vieux, le Syndicat lutte contre les conséquences du régime et ce que nous devons bâtir, c'est l'organisation qui lutte contre ce régime lui-même, qui englobe toutes les couches d'exploités, qui les unit dans une même lutte, qui dresse en face de l'Etat bourgeois les embryons de l'Etat socialiste...

— Vous êtes pressés, atendez, vous allez effrayer les classes moyennes.

— C'est votre orientation qui aboutit à ne pas les mêler « dans des Soviets » aux ouvriers, à les laisser aux mains des organisations de conservateurs...

— Mais quelle idée te fais-tu du Soviet ?

— Celui de l'union de toutes les couches d'exploités par usine, caserne, bureau, maison, qui discutent des moyens de résister à l'exploiteur, à l'impôt, au proprio, aux fascistes, aux officiers, l'organisation qui, longuement préparée, encadre la masse des 33 millions de travailleurs et d'exploités contre les quelques millions de parasites... Celle qui gèrera l'usine, qui créera la liaison entre les usines, entre la ville et la campagne, entre la caserne et la rue.

— Mais on perdrait vite le contrôle...

— Là est toute la question ; pour maintenir les masses dans la voie de l'union sacrée, il faut étrangler leur volonté de combat... et ne pas créer les organismes qui la canalisent... et unir, unir, veut dire, en réalité, « Union sacrée ».

— Toujours avec ton union sacrée...

Le Gérant : R. MOLINIER.

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10e)

Chronique paysanne

Grèves agricoles

Quelques années auparavant, en 1929-1930, l'Humanité était pleine de grèves qui n'existaient le plus souvent que dans les colonnes de ce journal. Aujourd'hui, ce journal est très peu loquace sur les mouvements qui se produisent. Et c'est surtout des grèves agricoles dont il n'est plus question.

M. Renaud Jean s'occupe, de bien mauvaise façon d'ailleurs, des petits paysans ; il s'en occupe non pas pour les dresser aux côtés des ouvriers des villes contre les hobereaux des campagnes et les capitalistes des villes, mais pour « unir, unir, unir la paysannerie de France », pour prêcher comme les curés la résignation dans la société présente. Aussi, c'est à plus forte raison que sont abandonnés par le Front populaire les ouvriers agricoles, qui sont des prolétaires au même titre que les métallos ou les terrassiers, mais qui ne bénéficient même pas d'un certain nombre de dispositions légales appliquées aux travailleurs des villes (semaine de 40 heures, juridiction prud'homale par exemple).

Dans l'Ile-de-France et dans le Nord, des milliers d'ouvriers agricoles se trouvent actuellement en grève. Leur revendication essentielle est une augmentation de leurs salaires. Les boniments sur la pause, sur l'Exposition, n'ont pas eu prise, jusqu'à présent, sur eux. Ils ont choisi le moment où le travail est des plus importants pour le succès de la récolte.

Les ouvriers des villes doivent aider leurs camarades des champs. C'est en leur montrant, à la faveur de cette lutte pour les salaires, que la situation actuelle n'aura pas d'issue dans le cercle des augmentations de salaires que dépasse le coût de la vie, qu'il faut en venir à une transformation radicale de la société, qu'il leur faut exproprier les grandes propriétés où ils triment pour des capitalistes qui sont, en même temps, selon les cas, minotier, sucrier, raffineur. C'est en leur montrant que, pour mener cette lutte, ils doivent créer dans chaque commune leurs conseils, constituer leur assemblée qui élira ses délégués. C'est ainsi que, face à leur patronat, face à son Etat, ouvriers et paysans se dresseront les organismes du pouvoir des travailleurs.

CONVOCATIONS

Comité Central. — Samedi, à 20 h. 30 précises, au Café des Deux-Hémisphères. — Suite de la discussion.

B. P. — Prière aux membres du B.P. d'être présents à 18 heures précises, samedi, pour l'élaboration du prochain numéro du journal.

Rédaction. — Même lieu, même heure.

Comité régional de liaison. — Samedi, à 17 heures, au siège. — Le délégué de Vitry-Choisy est prié d'être présent.

Bureau des Métaux. — La rédaction demande aux camarades du Bureau des Métaux d'être exceptionnellement présent samedi, à 17 heures, au siège, pour l'examen du prochain numéro du journal.

Secteur XIe et XIIe. — Mardi, heure convenue. — Réunion de cellule. — Réunion publique. — La cellule organise pour la dernière semaine de juin une conférence publique pour la commémoration de la mort de notre camarade Loubier où sera donné connaissance de ses lettres d'Espagne relatant son appréciation sur la situation là-bas.

Secteur XIVe. — Cellule. — Mardi, 24 h.45. Le 15. — Cercle Lénine.

Vendredi et samedi. — Lieux de vente habituels.

Secteur XVIIIe. — Mardi. — Lieu habituel.

Secteur XIXe. — Vendredi. — Bureau du Secteur.

Mardi. — Heure convenue. — Assemblée générale.

Argenteuil. — Vendredi, réunion. Lieu habituel.

Clichy. — Vendredi, lieu habituel.

Puteaux-Suresnes. — A la réunion de cellule de la semaine prochaine, tous les camarades devront assister. Convocation individuelle sera faite.

Samedi. — Lieu habituel.

Permanence centrale. — Tous les soirs, au siège de « la Commune », de 18 à 20 h., est tenue par un membre du Bureau politique une permanence où les membres de l'organisation et sympathisants qui auraient, tant sur leur travail local que sur le journal, besoin de renseignements, peuvent utilement passer.

FEDERATION DES PIONNIERS ROUGES

Vendredi 4 juin, réunion du Comité Central, à 20 h. 30, à la Centrale Rouge.

Commission Sociale po.